

INPRECOR

Numéro 197 du 27 mai 1985 - 12 FF - 85 FB - 4 FS

DOSSIER INDOCHINE

Dix ans
après la victoire



COLOMBIE



L'impasse
du dialogue national

GUADELOUPE

Développement d'un courant syndical lutte de classes

Sommaire du numéro 197 du 27 mai 1985

3	NICARAGUA	Des personnalités suisses opposées à l'intervention en Amérique centrale	Etienne RUBIN
4	—	Déclaration de la délégation de la Conférence suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale	DOCUMENT
5	DOSSIER INDOCHINE	Dix ans après la victoire (2) ; interview de Pierre ROUSSET	Propos recueillis par Claude DEVILLIERS
17	GUADELOUPE	Développement d'un courant syndical lutte des classes ; entretien avec Paul Tomiche, dirigeant du MASU	Propos recueillis par Vincent KERMEL
20	COLOMBIE	L'impasse du dialogue national et la préparation de la grève civique nationale	Jorge BUARQUE
24	—	Interview de deux responsables syndicaux, membres du PSR	Propos recueillis par Jorge BUARQUE
27		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE BELGIQUE : Succès de la fête du 1er mai du POS. NOUVELLE-CALEDONIE : Les enjeux du congrès du FLNKS.	
28	NICARAGUA	Qui sont les contras ?	« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom

Numéro et Rue _____

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Des personnalités suisses pour la non intervention en Amérique Centrale

UNE délégation de personnalités suisses s'est rendue en Amérique centrale, du 19 avril au 2 mai derniers. Elle était composée des personnalités suivantes, représentatives d'un large échantillon de l'opinion: Léni Robert, députée au Conseil national, mandatée par la Fédération des partis écologistes; François Borel, député au Conseil national, mandaté par la fraction parlementaire du Parti socialiste suisse (PSS); Rosmarie Baer, députée au Grand conseil de Berne et présidente du conseil communal de Muri, membre du Parti radical-démocratique (PRD, principal parti bourgeois suisse); Ira Stamm, membre du PRD; Ewald Kaeser, président jusqu'en 1984 de la Fédération des travailleurs du textile, de la chimie et du papier (FTCP); Antoine Cochet, secrétaire central de la Fédération des cheminots (SEV); Jean-Pierre Babey, vicaire provincial de l'Ordre des capucins; Johanna Schneider, juge, mandatée par la commission des droits de l'homme de la Fédération des églises protestantes de Suisse (FEPS); Jacques Schneider et René Ho-

Etienne RUBIN

La représentativité de cette délégation, tout comme son voyage et les conclusions qu'elle en a tiré, est le reflet d'un long travail en commun de ses participants. Il n'aurait pas été possible de réaliser une telle délégation sans un long travail de préparation préalable, dans lequel de nombreux contacts se sont établis entre personnes d'opinions et d'appartenances politiques différentes.

LE REFLET D'UN LONG TRAVAIL EN COMMUN

Le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale a connu, en Suisse, ces cinq dernières années, une croissance et un élargissement importants. Certes, il a aussi connu des hauts et des bas. Mais on peut tracer plusieurs étapes distinctes dans ce processus de croissance.

Dans un premier temps, juste après la révolution sandiniste du 19 juillet 1979, l'effort principal a été consacré à la mise sur pied d'un réseau efficace de comités de solidarité dotés d'un secrétariat professionnel. Dès le départ, l'accent a été mis sur le développement d'un travail de soutien politique et économique. Le soutien matériel a vite impliqué un appui direct à des projets concrets de reconstruction et de développement au Nicaragua. En outre, de nombreuses tournées en Suisse d'orateurs et d'oratrices, de groupes culturels et de représentants d'organisations de masse des différents pays d'Amérique centrale ont servi de stimulant à la construction de ces comités.

Dans une deuxième étape, des initiatives centrales furent réalisées, comme des manifestations de rue et, surtout, le Forum de solidarité avec l'Amérique centra-

le, en janvier 1983. Ce Forum fut l'occasion d'un premier rassemblement politique national du mouvement de solidarité. Il marquait aussi l'élargissement de la solidarité aux révolutions salvadorienne et guatémaltèque. Il est alors apparu nécessaire de se lier à des secteurs spécifiques de la solidarité, en particulier le mouvement syndical, les mouvements chrétiens influencés par la théologie de la libération et les communautés chrétiennes de base en Amérique latine. C'est à cette époque que l'Union syndicale suisse et l'Oeuvre d'entraide ouvrière suisse lancèrent une campagne « Une heure de salaire pour le Salvador ». Il faut toutefois noter que le mouvement syndical, s'il s'engage beaucoup plus dans la solidarité qu'à l'époque de la guerre du Vietnam, ne produit pas les mêmes efforts militants que, par exemple, les mouvements chrétiens.

LE ROLE DES BRIGADES INTERNATIONALES ET DE LA SOLIDARITE CHRÉTIENNE

Les mouvements chrétiens se sont, en effet, avérés être une source de solidarité très féconde et active avec l'Amérique centrale, permettant de franchir une troisième étape dans le mouvement anti-intervention en Suisse. Un élément essentiel de ce travail a été l'organisation d'une Rencontre chrétienne de solidarité avec l'Amérique centrale, qui s'est tenue en janvier 1984, avec la participation d'environ mille personnes.

Cette rencontre a décidé d'envoyer des Brigades pour la paix sur la frontière nord du Nicaragua. De telles brigades ont pris exemple sur les brigades de solidarité qui, dès la fin 1983, ont connu un important développement. Ces brigades, grâce aussi à la création d'un poste de coordina-

lenstein, accompagnateurs et secrétaires de la Conférence pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale.

Le voyage avait été décidé par la Conférence suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale, qui s'était tenue le 1er décembre 1984 à Berne, capitale du pays. La délégation avait reçu l'appui financier des principaux organismes d'entraide humanitaire du pays.

L'une des principales conclusions de la délégation, qui ressortait de la déclaration de presse publiée à son retour du Nicaragua, était qu'il fallait aider ce pays. Cette déclaration, que nous reproduisons ci-après, souligne également la terreur régnant au Guatemala.

Afin de continuer son travail d'information et de solidarité, la délégation a décidé de créer une Communauté de travail suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale.

tion à Managua même, ont rassemblé des personnes venant de milieux très divers.

Assez rapidement, les brigades se sont diversifiées: brigades d'un mois de non-spécialistes pour des projets financés par les comités de solidarité; brigades ouvrières composées d'ouvriers et d'ouvrières qualifiés, d'une durée de 6 à 8 mois; des brigades de santé, également de longue durée. Ces brigades n'ont pas d'effet public spectaculaire immédiat. Par contre, elles jouent un rôle très important dans la transmission, à la base, d'informations et de convictions concernant le Nicaragua. A terme, cela crée des effets mobilisateurs en boule de neige qui ne sont pas négligeables.

LA NAISSANCE D'UN LOBBY ANTI-INTERVENTION AU NIVEAU INSTITUTIONNEL

Il manquait, cependant, un maillon dans la chaîne de la solidarité: le développement d'un travail précis de pression en direction du gouvernement suisse. Pour pouvoir exercer une pression sur les positions gouvernementales, il faut certes construire un large mouvement anti-intervention. Mais il est également nécessaire de disposer d'un instrument permettant justement d'accomplir ce travail précis de pression. Cela a été l'objectif principal de la Conférence pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale. Celle-ci a d'ailleurs annoncé dans sa déclaration de presse son intention de créer une Communauté de travail suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale.

Etienne RUBIN,
Berne, 10 mai 1985.

Déclaration de la délégation

La Conférence pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale, qui s'est tenue le 1er décembre 1984 à Berne, décida l'envoi d'une délégation de personnalités en Amérique centrale. Ce voyage avait pour but de recueillir une information, de se forger une opinion et de la transmettre à l'opinion publique et aux autorités fédérales et cantonales de la Suisse.

La délégation s'est séparée en deux groupes. Ils se sont rendus d'une part au Honduras et au Nicaragua, et d'autre part au Guatemala et au Salvador. Le voyage de l'ensemble de la délégation s'est terminé par un séminaire au Mexique. Les membres de cette mission ont rencontré plusieurs centaines de personnes, représentants de gouvernements, de partis politiques, d'organisations syndicales ouvrières et paysannes, d'organisations patronales, d'églises, de communautés de base et d'organismes des droits de l'homme. Ces entretiens, avec des visites sur le terrain, leur ont permis d'approfondir leurs connaissances sur la situation régnant dans la région et ses différents pays.

La région centro-américaine est déchirée par des conflits profonds dont les origines se trouvent dans les inégalités sociales extrêmes, la faim, la misère, l'oppression nationale et ethnique, une violence répressive inouïe des oligarchies dominantes et l'absence de libertés démocratiques. La délégation ne partage pas la thèse selon laquelle la situation actuelle en Amérique centrale trouve sa source dans le « conflit est-ouest ».

Au Guatemala, la délégation a été profondément choquée par la violence sanguinaire de l'armée et du gouvernement contre la majorité indienne et tous (toutes) les opposant(e)s. En particulier, la délégation a dû, durant son séjour, prendre sous sa protection les deux seuls membres restants du Groupe d'appui mutuel, deux femmes menacées directement de mort. La disparition et l'assassinat des opposants sont pratiqués à une échelle de masse par les autorités. Les élections n'ont pas apporté de remède à ce drame. La Suisse, malheureusement, n'y est pas connue pour son engagement en faveur des droits de l'homme. Le peuple retient surtout l'usage des Pilatus Porter PC-7, construits en Suisse et destinés aux bombardements de paysans, de femmes et d'enfants.

Au Salvador, la violation des droits de l'homme, notamment les disparitions et les assassinats d'opposants, se poursuit. Le ministre de la Défense nous a indiqué que la priorité de l'armée est la destruction militaire de l'opposition. Le « dialogue pour la paix » — pourtant si nécessaire — est manifestement un souci d'ordre secondaire pour les véritables détenteurs du pouvoir, les militaires. Les récentes élections, tout comme les précédentes, n'ont pas apporté de solution effective aux problèmes concrets — la faim, la misère et les violations des droits de l'homme — de la majorité de la population.

Au Honduras, la pratique des « disparus » (enlèvements) et des assassinats d'opposants s'est développée surtout depuis 1980, soit dès l'arrivée des troupes des Etats-Unis. Le Honduras est devenu une plate-forme pour l'intervention militaire dans toute la région. Ce petit pays, le plus pauvre d'Amérique centrale, se retrouve maintenant avec quatre armées sur son territoire national : la sienne, celles des Etats-Unis et du Salvador, ainsi que celle des mercenaires contras.

Au Nicaragua, le gouvernement ne pratique ni la disparition ni l'assassinat, ni la torture physique de ses opposants. Le gouvernement critique publiquement ses erreurs et les excès commis sur la côte Atlantique (Mosquitia) en 1981-1982. Il a puni les responsables, ouvert une large consultation en vue de l'octroi d'un statut d'autonomie aux minorités ethniques de ladite côte et, enfin, procédé à une amnistie généreuse tout en engageant un dialogue sérieux avec Brooklyn Rivera, dirigeant de l'organisation miskito Misurasata. Les violations des droits de l'homme sont sévèrement punies. Un climat réel de tolérance et de pluralisme

politique existe, malgré les effets désastreux, au plan humain et économique, de l'agression mercenaire, financée, organisée et dirigée par les Etats-Unis. Le gouvernement nicaraguayen fait, compte tenu des circonstances, des efforts remarquables en faveur des pauvres et des opprimés. Il accorde également une importance particulière à la diversification de ses relations internationales, en conformité à ses principes de non-alignement. Les mesures de boycott prises par l'administration Reagan — qui frappent durement le secteur privé, notamment les grandes exploitations agricoles — visent à faire échec à une telle diversification. Le but est manifestement d'empêcher un peuple de choisir librement son avenir.

La délégation constate que la paix en Amérique centrale, basée sur la justice sociale et la souveraineté nationale, ne pourra être atteinte qu'en respectant les principes de l'autodétermination et de la non-intervention. La politique actuelle de l'administration du président Reagan, fondée sur l'intervention militaire et économique directe, ne respecte pas ces principes, ceci dans une région que les Etats-Unis dominent et ont à maintes reprises occupé. Ainsi, les sanctions prises par les Etats-Unis contre le Nicaragua doivent être condamnées : en aucun cas elles ne peuvent aider le pays dans ses efforts d'indépendance et de développement.

La délégation estime que la seule alternative à un embrasement de toute la région dans une guerre qui peut menacer la paix mondiale réside dans la « solution négociée » des conflits militaires, réglant les problèmes d'autodétermination, de justice sociale et de respect des droits démocratiques dans la région. Les efforts du Groupe de la Contadora sont actuellement la seule concrétisation sérieuse et valable d'une telle alternative. La Suisse se doit, par conséquent, de renforcer son soutien au Groupe de la Contadora. En particulier, la délégation demande à la Confédération helvétique de prendre l'initiative d'une démarche commune des pays neutres européens destinée à soutenir l'élaboration et la signature de l'Acte révisé de la Contadora, qui a reçu l'accord du Nicaragua.

Afin de contribuer à réduire la faim et la misère, l'aide suisse au développement doit augmenter sa présence en Amérique centrale, tout particulièrement au Nicaragua, qui reçoit de la Suisse environ deux fois moins d'aide que le Honduras. Il conviendrait, en outre, de lier l'aide à certains pays à la réalisation de certains critères élémentaires de respect des droits de l'homme. Une telle contribution est plus utile aux peuples de ces régions que nombre de projets gigantesques, tel que le barrage hydraulique d'El Cajon au Honduras, qui ne profite pas aux paysans et qui a été réalisé avec l'aide d'un crédit mixte de la Confédération helvétique.

Un soutien plus grand doit être accordé par la Suisse, au travers d'organismes non-gouvernementaux, à l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées en Amérique centrale.

Enfin, la délégation fait appel à l'opinion publique suisse pour qu'elle soutienne les aspirations des peuples d'Amérique centrale en s'engageant, par des actions concrètes à tous les niveaux, pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale. Elle propose, en particulier, la multiplication d'actions de jumelage et de parrainage entre des autorités locales, groupes de base, églises, syndicats et organisations économiques, organisations de femmes, organismes de droits de l'homme, organismes d'entraide, de comités de solidarité et leurs correspondants en Amérique centrale. Afin d'appuyer ces efforts, la délégation a décidé de créer une Communauté de travail suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale. ■

**Délégation de la Conférence suisse pour la paix,
l'autodétermination et la non-intervention
en Amérique centrale,
Berne, le 6 mai 1985.**

Dix ans après la victoire (2)

NOUS publions ci-dessous les deux dernières parties de l'interview que nous avons demandée à notre camarade Pierre Rousset, à l'occasion du 10^e anniversaire de la victoire des révolutions indochinoises. Nous avons voulu à la fois tirer les leçons de cette victoire et analyser la situation des pays indochinois aujourd'hui. Rappelons que dans les deux premières parties de cette interview, publiées dans notre dernier numéro, nous avons discuté de la nature de la guerre impé-

rialiste et de ses conséquences durables pour l'Indochine, ainsi que du drame cambodgien.

La troisième partie de l'interview traite de l'évolution de la situation dans toute la région de l'Asie du Sud-Est, partant de la défaite américaine en 1975 pour aboutir à l'impact de la crise sino-indochinoise, qui a éclaté en 1978-1979. La quatrième partie analyse la situation au Vietnam, le bilan des dix dernières années et les problèmes qui demeurent aujourd'hui. ■

« INPRECOR » : — Essayons maintenant d'analyser l'impact des victoires de 1975 sur l'évolution des rapports de forces au niveau régional. Nous espérons, voilà 10 ans, que la victoire des révolutions indochinoises ouvrirait, en Asie du Sud-Est et dans le monde, une période de montée rapide de nouvelles luttes révolutionnaires. Quant au gouvernement américain, il avait longuement développé la théorie dite des dominos. Si le Sud-Vietnam tombait, le Cambodge et le Laos devaient tomber à leur tour. Si l'Indochine tombait, toute la péninsule sud-est asiatique tomberait à court terme. Et ainsi de suite. La situation actuelle ne correspond pas à ces prévisions. Pourquoi ?

Pierre ROUSSET : — Il y a là deux questions différentes qu'il ne faut pas confondre. L'impact des révolutions indochinoises est une chose, la théorie des dominos, longtemps brandie comme un épouvantail anticommuniste par Washington en est une autre. Nous n'avons jamais défendu cette théorie des dominos, car elle était vicieuse dès le départ. En effet, derrière cette théorie, il y avait l'idée que les révolutions sont avant tout le produit de la « subversion », de la « subversion extérieure » s'entend.

Bien qu'en admettant que les communistes vietnamiens se soient habilement servis des erreurs et des faiblesses du régime de Saïgon, Washington expliquait l'existence d'une lutte révolutionnaire au Vietnam par l'action subversive de Moscou et, à l'époque, de Pékin. Céder à la pression subversive au Vietnam, c'était favoriser l'action subversive partout. Encore aujourd'hui, les stratèges de la guerre froide utilisent des arguments semblables pour justifier le soutien à la contra au Nicaragua. D'après ces idéologues, la révolution sandiniste ne serait qu'une composante d'un plan de subversion visant à assurer la domination russo-cubaine sur toute l'Amérique centrale.

Cette thèse ne tient pas debout et les experts américains eux-mêmes le savent bien. Une véritable lutte révolutionnaire dans un pays se développe à partir d'une crise de société, d'un conflit de classe

combiné ou non avec un conflit national, et dont les racines se trouvent à l'intérieur du pays. Si une société n'est pas profondément ébranlée par une telle crise, aucune « subversion internationale » ne permettra à une véritable lutte révolutionnaire de s'engager. C'est d'ailleurs pourquoi il est vain de vouloir artificiellement exporter la révolution.

— Pourtant, les facteurs internationaux jouent un rôle.

— Bien sûr. Mais pour que des facteurs internationaux pèsent dans le mûrissement d'une lutte révolutionnaire, il faut que la crise de société existe, que les forces sociales soient en mouvement, que les forces politiques nationales soient à même d'agir directement.

De plus, le principal facteur d'ordre international qui a opéré en Indochine n'est pas la « subversion communiste ». Toute l'histoire des révolutions indochinoises montre que l'aide soviétique et chinoise n'a pas précédé mais suivi, et souvent très tardivement, le développement des luttes dans ces pays mêmes. Le principal facteur international qui a favorisé l'extension de la révolution, du Vietnam au Laos, puis au Cambodge, a été l'intervention impérialiste elle-même. Il est vrai que le Cambodge a ressenti l'impact des luttes au Vietnam. Mais c'est l'obligation de prendre position dans la guerre du Vietnam, et les pressions américaines, qui ont constitué le facteur clef de déséquilibre pour le régime paternaliste de Sihanouk avant 1970. Et c'est le coup d'Etat de 1970, organisé par les Américains pour les besoins de leur action au Vietnam, et l'intervention militaire US qui l'a suivi, qui ont brutalement brisé les équilibres instables de la société cambodgienne et précipité le cours des luttes révolutionnaires (1). L'action impérialiste a lourdement et brutalement pesé sur la société cambodgienne. Il n'y a rien de comparable entre cela et la soi-disant action subversive des agents de Moscou ou de Pékin.

Dans la situation concrète qui existait dans la région et dans chaque pays en 1975, il était impensable que la « rangée

de dominos » — la succession des pays, du Vietnam à Singapour, voire à l'Indonésie — tombe, entraînant un pays après l'autre.

— Pourtant, la victoire des révolutions indochinoises a bel et bien eu un impact régional et international profond.

— En effet, cette victoire a créé un « moment favorable » pour les luttes de libération nationale et sociale à l'échelle internationale. Le caractère exemplaire des combats révolutionnaires en Indochine montrait que la victoire était possible, même contre toute la puissance des Etats-Unis. Par ailleurs, la capacité d'intervention américaine directe était limitée par la crise politique aux Etats-Unis et dans les autres pays impérialistes. Le gouvernement américain ne pouvait plus se permettre un engagement militaire direct, et aucune autre puissance impérialiste n'était en position de le remplacer à l'échelle internationale.

Dans cette situation, les Etats-Unis ont dû démanteler le gros de leurs bases en Thaïlande, alors que ce pays était secoué par une profonde vague de luttes nationales et sociales. Washington n'a pas pu intervenir en force face au renversement spectaculaire d'un régime aussi important pour lui que celui du chah d'Iran. Il n'a pas pu remplacer le Portugal en Afrique australe quand les luttes anticoloniales en Angola et au Mozambique, après celle de Guinée-Bissau, l'ont emporté. Et il n'a pas pu engager les moyens nécessaires pour tenter de sauver le régime somoziste ou pour tuer dans l'œuf le régime sandiniste au Nicaragua.

Depuis la fin de la guerre d'Indochine, Washington cherche à répartir plus « équilibrément » la responsabilité du maintien de l'ordre impérialiste dans le monde. C'est notamment le sens des pressions exercées sur le Japon pour que Tokyo accroisse qualitativement ses forces militaires. Le gouvernement américain

1. Sur le Cambodge, voir la deuxième partie de cette interview dans *Inprecor* numéro 196 du 13 mai 1985.

cherche aussi à rétablir sa propre capacité d'intervention directe, d'où l'importance qu'il accorde à la question de l'engagement auprès des contras au Nicaragua. Il a marqué des points politiques sur ce terrain, mais il est loin d'avoir encore gagné l'opinion publique à l'idée d'un nouvel engagement direct et majeur dans un conflit contre-révolutionnaire.

— Comment comprendre, dans ce contexte, le retournement de la politique américaine vis-à-vis de la Chine, isolée hier sur le plan international et accueillie aujourd'hui à bras ouverts ?

— Je crois que ce retournement exprime deux choses à la fois, dont l'une est positive et l'autre très négative.

L'échec de la politique indochinoise de Washington dans les années 1960, impliquait aussi un échec de sa politique chinoise. Car la guerre d'Indochine n'était que la pointe avancée d'une orientation générale visant à « endiguer » et « refouler », d'après les termes utilisés par les stratèges américains eux-mêmes, la vague révolutionnaire asiatique qui avait pris son essor après la Seconde Guerre mondiale. Remplaçant les impérialismes défaits, comme le Japon, ou affaiblis, comme l'Angleterre et la France, les Etats-Unis ont établi un cordon sanitaire autour de la Chine. Le prix en a été assez élevé, comprenant l'engagement dans la guerre de Corée, l'aide aux régimes de Séoul, de Tokyo et de Taïwan, le déploiement d'une force militaire considérable sous la forme de la 7^e flotte, l'établissement de bases en Corée, au Japon, à Okinawa et aux Mariannes, en Thaïlande et aux Philippines.

Finalement, ils ont engagé l'épreuve de force directe au Vietnam. Cette politique visait aussi la Chine elle-même et, au-delà des aléas de la détente, c'était en dernière analyse le « bloc socialiste » et le mouvement de libération national tout entier qui étaient menacés.

Le gouvernement américain était d'autant plus décidé à porter un coup d'arrêt au processus révolutionnaire au Vietnam que la victoire de la révolution cubaine en 1959 manifestait l'actualité de la révolution socialiste sur le continent latino-américain même. La guerre du Vietnam — qui s'est étendue pour devenir la seconde guerre d'Indochine — faisait donc partie d'une politique contre-révolutionnaire d'ensemble à l'échelle mondiale, mise en œuvre par les Etats-Unis agissant bel et bien en chef de file du monde impérialiste. Durant les années 1950 et 1960, la contre-révolution a porté des coups redoutables, dont on paye encore aujourd'hui le prix, depuis l'écrasement du mouvement populaire et communiste en Indonésie et du soulèvement de Saint-Domingue en 1965-1966, jusqu'au coup d'Etat de Pinochet au Chili, en 1973.

Il y a eu beaucoup de défaites pour quelques victoires. Et certaines de ces défaites nous ont coûté — nous, toutes les composantes du mouvement révolutionnaire mondial — très cher. C'est avant tout au Vietnam et à Cuba que cette contre-offensive impérialiste a été bloquée et

s'est épuisée. Et c'est en Indochine que le bras de fer entre révolution et contre-révolution à l'échelle mondiale a été de très loin le plus violent, le plus éprouvant. L'Indochine était bel et bien, selon l'expression alors consacrée des Vietnamiens, la « pointe avancée » du combat international contre l'impérialisme.

— Tu parles exactement de la même façon qu'il y a 10 ans ...

— C'est vrai, et je ne m'en excuse pas. Je sais que ce vocabulaire n'est plus de mode dans des secteurs désabusés du mouvement de solidarité d'hier. Mais ce que je dis n'en reste pas moins vrai. Le Vietnam n'était pas une guerre locale, mais le principal lieu de cristallisation d'une très violente contre-offensive impérialiste. Si Washington l'avait emporté là, comme il l'a emporté en d'autres lieux, il aurait été libre de poursuivre sa politique de « refoulement ». Les peuples d'Indochine ont effectivement combattu pour nous tous et nous ne devons pas l'oublier. Oui, la barbarie guerrière, c'était Washington, n'en déplaise à ceux qui chantent aujourd'hui les bienfaits du libéralisme américain.

Enlisé et défait en Indochine, Washington a dû passer des compromis ailleurs, et d'abord vis-à-vis de la Chine. Pendant 20 ans, le gouvernement américain a refusé de reconnaître sur le plan international l'existence de la Chine. En attendant le retour à l'ordre impérialiste des choses, la seule Chine représentée à l'ONU, par exemple, était Taïwan, territoire où s'était réfugié ce qui restait des armées du Kuomintang. En 1970, Washington espérait encore gagner la guerre en Indochine, mais il savait qu'il lui fallait déjà reculer en ce qui concernait la Chine. C'était une très bonne chose. Le drame, c'est que faisant de nécessité vertu, le gouvernement américain réussira à retourner largement en sa faveur l'abandon de la politique antérieure.

C'est là le deuxième aspect essentiel de l'évolution de la politique chinoise de Washington. Les Etats-Unis vont dorénavant utiliser une politique de « coexistence pacifique » et de réintégration de la Chine dans les organismes internationaux, afin d'isoler les mouvements révolutionnaires en Asie, comme ils avaient déjà utilisé une politique de coexistence pacifique avec l'URSS pour isoler dans le passé la Chine.

Et la bureaucratie chinoise, profondément ébranlée par la crise ouverte à l'occasion de la Révolution culturelle de 1966-1969, confrontée à des problèmes économiques majeurs, inquiète de la dynamique autonome des révolutions indochinoises, va accepter de jouer ce jeu. C'est cela qui se négociait au moment des contacts secrets qui débouchèrent sur le voyage de Kissinger en Chine, en 1971, et sur le voyage de Nixon à Pékin en 1972, juste avant celui qu'il fit à Moscou la même année.

Les effets du « rapprochement » sino-américain se sont faits immédiatement sentir en Indochine. Les négociations se

sont déroulées dans le dos des Vietnamiens, qui étaient pourtant concernés au premier chef. La guerre devenait en effet de plus en plus dure au Vietnam et dans toute l'Indochine. Or, le gouvernement américain put se prévaloir des négociations en cours avec la Chine pour se présenter, face à son opinion publique, comme recherchant sérieusement la paix. Cela a affaibli la mobilisation antiguerre aux Etats-Unis même. C'était particulièrement clair en 1972, quand les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou ne furent pas annulés par la Chine et l'URSS, alors que la flotte aérienne américaine bombardait à une échelle sans précédent Hanoï et le port stratégique de Haiphong.

La désorientation du mouvement antiguerre aux Etats-Unis a eu des effets négatifs sur la lutte en Indochine même. Par ailleurs, les pressions se multipliaient sur les Vietnamiens pour qu'ils ne se montrent pas trop « ambitieux ». La riposte vietnamienne fut double. Sur le plan politique, ils rendirent publics leurs désaccords, en dénonçant, dans des éditoriaux enflammés, les « opportunistes » qui, dans le mouvement communiste mondial, se laissaient tenter par la politique nixonienne qui consistait à isoler la pointe avancée de la lutte, à savoir l'Indochine, en passant un compromis avec la Chine. En même temps, sur le terrain, ils déclenchèrent une très importante offensive militaire, de façon à se mettre en position de négocier. Les Vietnamiens avaient en effet compris que le temps ne jouait plus comme avant en leur faveur, du fait de la fatigue de la guerre au Vietnam et de l'évolution de la politique chinoise. Il leur fallait conclure rapidement des accords qui assureraient le désengagement des forces américaines, quitte à accepter le maintien temporaire des forces saïgonnaises. C'était le sens des Accords de Paris de 1973, qui ont ouvert la dernière phase de la lutte de libération.

— Quelle a été la portée durable de ce conflit politique entre Chinois et Vietnamiens ?

— Elle a été très importante. Le tournant de la diplomatie chinoise n'était pas conjoncturel. Pour la première fois, cette bureaucratie, après la formidable décantation sociale et politique provoquée par la crise des années 1966-1969, s'installait durablement dans la défense du statu-quo régional et international, à l'instar de ce que faisait la bureaucratie soviétique depuis des décennies. Le rapport des forces régional fut bouleversé par l'évolution conjointe de la politique chinoise des Etats-Unis et de la politique internationale de Pékin.

Je crois donc qu'il faut dater de 1971 la rupture politique radicale entre le PC vietnamien et le PC chinois. Avant, il y avait de nombreux désaccords, mais sur un fonds idéologique souvent proche. A partir de ce moment, les stratégies internationales et régionales vont s'opposer de plus en plus frontalement. L'URSS était de plus en plus devenu l'ennemi principal pour Pékin, alors que le lien



Des soldats vietnamiens en route pour le Cambodge. (DR)

avec Moscou restait au cœur de la politique d'alliances de Hanoï. Pour les Vietnamiens, la diplomatie chinoise mettait en danger leur combat de libération. Pour Pékin, la révolution vietnamienne représentait un facteur incontrôlable, qui mettait en cause sa politique d'intégration au statu-quo régional et mondial. Je crois que les Etats-Unis espéraient encore, en 1972, grâce justement à l'évolution de la diplomatie chinoise, obtenir le gel des rapports de forces en Indochine, en conservant le contrôle de la « ligne du Mékong », au moins au Cambodge.

De plus, le schisme sino-vietnamien allait avoir de profondes répercussions dans le mouvement révolutionnaire régional. La grande majorité des organisations révolutionnaires de la région étaient en effet maoïstes et souvent très liées à Pékin. Or, dans les années 1970, ce n'était plus de Chine mais du Vietnam que venait l'impulsion révolutionnaire. Les tensions politiques sino-vietnamiennes allaient diviser le mouvement régional, et quand les conflits militaires de 1979 éclatèrent, les alliances se brisèrent brutalement, des partis communistes soutenus par Hanoï, comme le PC Thaïlandais, prenant fait et cause pour les Khmers rouges (2). A l'heure où l'unité devait permettre de profiter du « moment favorable » ouvert par la victoire en Indochine, c'est la division qui l'emporta.

— Comment expliquer que les mouvements révolutionnaires de la région soient presque tous maoïstes, et que l'influence politique propre du Vietnam soit si faible ?

— D'abord, il faut préciser que si tel était le cas dans les années 1970, depuis lors, la crise du maoïsme s'est approfondie et s'est manifestée, y compris en Asie du Sud-Est. Mais c'est vrai que la prépondérance absolue du maoïsme dans la région, jusqu'à tout récemment, peut sembler surprenante. On trouve pourtant aisément des éléments d'explication.

Parmi ces éléments, il faut d'abord constater l'antériorité de la victoire de la révolution chinoise, en 1949, qui représentait une voie alternative face aux échecs graves subis, après 1945, par de nombreux partis liés à Moscou, par exemple aux Philippines. Le Vietnam ne semblait alors que reprendre la voie chinoise, mais, en fait, la stratégie vietnamienne prolongeait et dépassait sur bien des questions essentielles celle du PC chinois. Elle exprimait une expérience objectivement plus avancée et plus dialectique, ne serait-ce que parce qu'elle était confrontée à une agression impérialiste plus longue et d'une plus grande ampleur. Mais les cadres révolutionnaires de la région ne s'en sont rendus compte que très tardivement.

Il faut aussi tenir compte du fait que le mouvement communiste s'était souvent implanté dans la région, dès les années 1930, au sein des communautés chinoises. A l'origine, le mouvement communiste en Thaïlande et en Malaisie-Singapour était d'ailleurs organiquement lié au PCC, dont il constituait la branche « outre-mer ».

Avec la rupture sino-soviétique de 1960, le PCC offrait une ligne globale et explicitement alternative à celle de Moscou. Les Vietnamiens s'en gardaient bien, pour des raisons de convic-

tion et d'opportunité, de faire pareil. Pékin répondait ainsi plus frontalement aux préoccupations des nouvelles générations militantes. C'est particulièrement évident dans le cas des Philippines, où le « nouveau parti » se constitua en 1968, avec comme référence le maoïsme de la révolution culturelle (3). Donc, les premières générations communistes d'Asie du Sud-Est étaient souvent composées de Chinois, liées par bien des aspects à Pékin, alors que les nouvelles voyaient dans la Chine la patrie de la « révolution continue » et une réponse globale au « révisionnisme moderne » des soviétiques.

— Mais est-ce que la faiblesse de l'influence propre des Vietnamiens ne reflète pas tout simplement leur manque de perspectives internationalistes ?

— Je ne crois pas que ce soit là une bonne explication. Le PC vietnamien a en effet une vision régionale, voire internationale, et surtout un projet régional. C'est particulièrement net en ce qui concerne la période 1975-1979.

Le PC vietnamien avait analysé la portée mondiale de la défaite de l'impérialisme en Indochine. Il savait qu'un « moment favorable » s'ouvrait. Il misait sur le renforcement global du « camp socialiste » dont il espérait peut-être encore

2. Sur l'histoire du PCT, se reporter à l'article de Paul Petitjean, « L'évolution des partis communistes thaï et philippin », publié en deux parties dans *Inprecor* numéros 84 et 85 des 11 et 25 septembre 1980.

3. Sur l'histoire du PC philippin, se reporter à l'article déjà cité.

la réunification. Il appelait de ses vœux une extension des luttes révolutionnaires dans la région, sachant d'ailleurs que c'était dans son intérêt. Il proposa à la direction nationale du PC de Thaïlande, puis à la direction régionale de ce parti pour le nord-est thaïlandais, un appui massif pour donner une impulsion nouvelle aux luttes révolutionnaires dans le royaume, qui connaissaient un développement rapide depuis le renversement de la dictature militaire en 1973 et le coup d'Etat sanglant de 1976. Mais le PC de Thaïlande s'était rangé du côté sino-khmer rouge en 1979, entraînant une rupture brutale avec Hanoï.

Il est possible que le PC vietnamien ait été longtemps très prudent dans ses contacts politiques avec les PC maoïstes de la région, parce qu'il ne voulait pas ouvrir à ce sujet un conflit avec Pékin, dont l'aide lui était indispensable. Des règles strictes ont été mises en avant par les partis concernés. Par exemple, le PC de Thaïlande envoyait des cadres se former à Hanoï, dans les domaines militaire et médical, mais ils ne devaient pas discuter de politique avec les Vietnamiens. Pour l'éducation politique, les cadres étaient envoyés en Chine et formés par des Chinois, qui étaient d'ailleurs souvent formellement membres du PCT. Mais il est clair qu'en 1975 le PC vietnamien considérait l'Asie du Sud-Est comme une zone où il devait consolider des liens directs, aux dépens de l'influence de la Chine, ce qui, évidemment, ne plaisait pas du tout à Pékin.

— Et aujourd'hui ?

— Aujourd'hui, la dynamique enclenchée par la victoire a été brisée, sauf aux Philippines (4). C'est particulièrement le cas en Thaïlande, où le PCT est entré en crise profonde, où le mouvement de guérilla s'est largement désintégré, où l'extrême-gauche révolutionnaire est divisée, très affaiblie et sur la défensive (5).

Les Vietnamiens, eux aussi, sont aujourd'hui sur la défensive. Ils ne croient plus à une extension rapide des luttes révolutionnaires dans les pays frontaliers. Ils sont plus dépendants de l'appui soviétique. Ils cherchent à diviser le front diplomatique présenté, sur la question du Cambodge, par les pays membres de l'ASEAN (6). La méfiance réciproque qui sépare maintenant le PC vietnamien des autres formations révolutionnaires de la région sera difficile à surmonter.

Pourtant, des contacts sont maintenus ou se renouent. Un noyau de militaires thaïs est resté lié au Laos, où le PCT a eu, jusqu'en 1979, d'importants camps d'entraînement, et on parle d'un nouveau parti qu'ils auraient constitué, mais dont il est bien difficile de mesurer l'importance réelle. Par ailleurs, le PCT lui-même, en tout cas les derniers éléments « jeunes » de la génération des années 1970 qui sont restés dans ce parti malgré la crise et qui se trouvent maintenant au comité central, ont proposé de reprendre contact. Un diplomate vietnamien en poste à Bangkok a d'ailleurs été expulsé de Thaïlande, l'an-

née dernière, pour avoir accepté de rencontrer l'un d'entre eux.

Enfin, il faut signaler que les Vietnamiens ont apporté un appui discret, sous la forme de formation militaire, politique, technique ou médicale à de nombreux mouvements en Afrique et en Amérique latine. Mais il est difficile de savoir l'importance de ce type d'aide aujourd'hui.

— Pour conclure cette partie de notre interview, deux questions. Tout d'abord, quelle est ton appréciation globale de la situation régionale aujourd'hui ?

— Je crois que dans l'ensemble, la situation régionale reflète l'héritage contradictoire de la victoire de 1975 et de la crise de 1979. Durant les années 1970, les luttes populaires et de guérilla se sont spécialement développées dans deux pays, la Thaïlande et les Philippines. La dynamique révolutionnaire a été brisée en Thaïlande, alors qu'elle est plus vivante que jamais aux Philippines. Cela exprime l'impact contradictoire des développements régionaux, mais aussi, bien sûr, l'importance des facteurs politiques nationaux, où la rigidité bureaucratique de la direction du PCT contraste avec la souplesse tactique du PC philippin. Il faut aussi prendre en compte des facteurs économiques, et notamment le fait que les Philippines traversent sur ce plan une crise sans précédent.

Par ailleurs, la crise cambodgienne a donné vie à l'ASEAN, qui auparavant n'existait en fait que sur le papier. Les projets économiques de l'ASEAN ne sont toujours pas très substantiels, mais cette coalition de six pays joue maintenant un rôle international notable. Des divisions internes se manifestent évidemment au sein de l'ASEAN, y compris en ce qui concerne le Cambodge, le Vietnam et la Chine. Mais il existe maintenant un bloc de régimes pro-impérialistes qui fait face au bloc indochinois et qui bénéficie d'un système d'alliances efficace qui englobe aussi bien les Etats-Unis que la Chine. De plus, plusieurs des pays membres ont connu un développement économique effectif.

— Peux-tu préciser, enfin, quels sont à ton avis les principaux enseignements qui peuvent être tirés de ce dont nous venons de discuter ?

— Je voudrais insister sur quatre questions.

Premièrement, il est de plus en plus évident que chaque organisation révolutionnaire nationale doit savoir gagner une indépendance réelle de décision et d'action vis-à-vis des gouvernements « frères » susceptibles de la soutenir. Le PC chinois lui-même avait dû lutter contre la volonté de la direction stalinienne de l'URSS de se le soumettre : c'est le sens profond de la lutte de fractions au sein du PCC, qui a longtemps opposé Mao à Wang Ming, ce dernier exprimant les positions de Moscou. Le PC vietnamien a, lui aussi, dû gagner son indépendance de décision, sur le plan national d'abord, notamment après l'expérience difficile du front démocrati-

que en 1937-1939, et encore en 1945-1946, quand Moscou refusait de reconnaître la nouvelle République démocratique du Vietnam, indépendante. Ensuite, il a dû gagner son indépendance sur le plan international aussi.

Lors des accords de Yalta de 1945, Staline accorda aux Occidentaux les « zones d'influence » chinoise et vietnamienne, sans même consulter les intéressés. En 1954, les Vietnamiens siégeaient eux-mêmes à la table de conférence, à Genève. Mais ce sont encore Molotov avant tout, pour l'URSS, et Zhou Enlai ensuite, pour la Chine, qui imposèrent aux Indochinois des compromis très graves. En 1968, après l'offensive du Têt, le PCV se sentait assez fort pour exiger que les négociations de Paris se déroulent entre les parties directement concernées, c'est-à-dire les Vietnamiens et les Américains, sans la participation des puissances extérieures, qu'elles soient membres du bloc occidental ou du « camp socialiste ». C'est alors qu'ils se sont trouvés en position de négocier les accords de 1973, compromis délicat mais qui leur était fondamentalement favorable.

Plus récemment, des partis comme le PC thaïlandais ont payé cher leur subordination à la diplomatie chinoise. La leçon vaut évidemment pour tous. Il est normal et inévitable que des partis révolutionnaires en Asie du Sud-Est cherchent un jour ou l'autre à obtenir l'aide du Vietnam. Dans toute lutte révolutionnaire prolongée, l'aide de pays comme le Vietnam, Cuba, l'URSS ou la Chine est un des facteurs qui rendent possible la victoire. Mais il ne faut pas que ces partis se trouvent pour autant dépendants matériellement et politiquement de Hanoï, comme certains d'entre eux l'ont été hier de Moscou ou de Pékin. Le régime vietnamien accordera peut-être des aides, bien que la conjoncture actuelle ne soit pas favorable sur ce plan, mais il développera aussi une diplomatie d'Etat qui peut entrer en conflit effectif avec les intérêts d'une lutte révolutionnaire nationale. Il serait dangereux de l'oublier.

Deuxièmement, il faut comprendre la dynamique profondément contre-révolutionnaire du conflit interbureaucratique qui oppose l'URSS et la Chine. La responsabilité historique de ce conflit incombe, j'en suis convaincu, à la bureaucratie stalinienne de Moscou. Mais depuis, la bureaucratie chinoise est entrée elle aussi dans le jeu de la coexistence pacifique et elle a fait au Vietnam ce que Moscou avait fait à la Chine en 1960, en le sacrifiant sur

4. Pour la situation actuelle aux Philippines, voir les articles parus dans *Inprecor* numéros 157 du 26 septembre 1983, 158 du 10 octobre 1983, 169 du 19 mars 1984, 178 du 23 juillet 1984, ainsi qu'au dossier paru dans le numéro 186 du 17 décembre 1984.

5. Voir l'article « La crise d'orientation du Parti communiste thaï » dans *Inprecor* numéro 165 du 23 janvier 1984.

6. ASEAN est le sigle anglais de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont les membres sont la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Brunei. Cette alliance s'oppose à la présence vietnamienne au Cambodge.

l'autel de ses manœuvres avec l'impérialisme.

Encore une fois, s'il faut tenter de gagner l'aide de pays comme l'URSS ou la Chine, il faut se garder d'entrer dans la logique du conflit sino-soviétique. C'est ce conflit lui-même qu'il faut combattre. Ses conséquences ont été et continuent d'être trop graves en Asie du Sud-Est. Il ne faut pas remplacer un alignement avec Pékin contre Moscou, donc avec les Khmers rouges contre le Vietnam, par un autre alignement, avec l'URSS contre Pékin, donc pour l'intervention soviétique en Afghanistan. Il faut définir une position indépendante pour le mouvement révolutionnaire.

Troisièmement, il faut mener la bataille pour un nouvel internationalisme. La crise du « camp socialiste », la crise sino-indochinoise et bien d'autres déchirements et reniements ont profondément ébranlé les convictions internationalistes de beaucoup de militants. Pourtant, toute l'histoire des guerres et des révolutions indochinoises montrent que l'internationalisme concret est un facteur indispensable de la victoire. Ce n'est pas combattre pour

une utopie que de lutter pour l'internationalisme, c'est combattre pour quelque chose d'essentiel, pour un élément clef de toute lutte révolutionnaire. Les organisations révolutionnaires ont une très grande responsabilité en ce domaine. La seule manière de réhabiliter l'internationalisme, c'est de montrer dans la pratique ce qu'est une politique véritablement internationaliste, c'est-à-dire qui correspond vraiment aux intérêts objectifs de la lutte des peuples et non aux intérêts particuliers de telle ou telle organisation, de tel ou tel courant, de tel ou tel Etat.

Le dernier point, c'est qu'il y a des tâches de solidarité immédiates qui doivent être assumées. C'est vrai pour l'Amérique centrale, mais aussi pour l'Asie du Sud-Est, où il faut organiser par exemple la solidarité à l'égard des luttes engagées actuellement aux Philippines, et aussi envers les forces révolutionnaires thaïlandaises qui tentent de tirer les leçons de la crise et du recul subi, et d'établir de nouveaux rapports unitaires. Là encore, c'est en poursuivant des tâches concrètes de solidarité que l'on contribuera à réveiller les espoirs internationalistes.

objectifs de production, impliquait une véritable « marche forcée » dans le secteur énergétique, dans l'industrie et dans l'agriculture. En 1980, le pays aurait dû produire l'équivalent de 21 millions de tonnes de riz. Alors qu'il n'en produisait que 13,5 millions de tonnes en 1976, la production a chuté jusqu'à 12,2 millions de tonnes en 1978, pour remonter à 14,3 millions de tonnes en 1980. L'échec était patent.

La production de charbon devait atteindre 10 millions de tonnes en 1980. Malgré la prudence de la théorie vietnamienne sur le développement économique, qui souligne l'importance de l'agriculture et de l'industrie légère, des ressources déterminantes ont été attribuées à de grands travaux énergétiques, notamment hydro-électriques et à des projets industriels, qui devaient permettre au Vietnam de devenir un pays industriel en 20 ans. Une direction qui, pendant la guerre, avait compris l'importance de l'équilibre des économies locales et régionales, était dorénavant fascinée par des grands projets, du type de ceux qui sont chers à la Banque mondiale et à la bureaucratie soviétique. La plupart de ces grands projets ont dû être abandonnés ou suspendus, et l'espoir d'un grand bond en avant industriel s'est bien éloigné. On revient à des formes d'industrialisation plus équilibrées.

Sur le plan politique, malgré les mises en gardes faites par des cadres du Front national de libération (FNL) du Sud et du Parti communiste, le bureau politique a décidé la réunification très rapide du pays, achevée sur le plan institutionnel en 1976, notamment avec l'organisation d'élections législatives. Personnellement, j'ai longtemps cru que ce n'était pas un problème grave, vu que la réunification était en cours de façon substantielle dès la victoire du 30 avril 1975. Il n'y avait dès ce moment, qu'un seul parti dirigeant, qu'une seule armée, un corps unique de fonctionnaires, même s'il y avait deux politiques, du fait des grandes différences entre le Nord et le Sud. Pourtant, la disparition presque instantanée du Gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) au Sud et la réunification institutionnelle précipitée du pays, semblent bien avoir eu des conséquences politiques négatives importantes en ne laissant pas mûrir un processus politique propre au Sud. Cela a contribué à l'aggravation de tensions jusqu'au sein du PCV et du FNL.

Sur le plan social, au Sud, la collectivisation de l'agriculture a été engagée beaucoup trop rapidement. Plus de 13 240 équipes de production nécessaires à la première étape de la collectivisation, et exploitant entre 30 et 50 hectares chacune, existaient au moins sur le papier en 1979. L'année suivante, près de 10 000 d'entre elles avaient disparu. De Nouvelles zones économiques ont été ouvertes là où la guerre avait détruit villages et agriculture. 400 000 personnes provenant de

Vietnam, du triomphalisme à l'autocritique

« INPRECOR » : — Passons maintenant au Vietnam lui-même et à la politique du Parti communiste vietnamien. Dans l'analyse de la crise indochinoise actuelle, tu as jusqu'à maintenant insisté sur des facteurs « objectifs », comme le poids des destructions de guerre, la politique de l'impérialisme aussi bien que celle de la bureaucratie chinoise, l'évolution du courant khmer rouge. Mais la direction vietnamienne, elle aussi, n'a-t-elle pas suivi des orientations erronées qui ont pesé dans l'approfondissement de la crise ?

Pierre ROUSSET : — Je crois que la direction vietnamienne a surtout réagi à la montée de la crise consécutive à la victoire. Mais il semble bien qu'elle ait effectivement suivi, plusieurs années durant, une orientation d'ensemble erronée qui a eu des répercussions négatives graves dans tous les domaines. L'existence du problème a d'ailleurs été reconnue de façon spectaculaire par le comité central du PCV à l'occasion de l'autocritique officielle que ce dernier a présentée devant le 5e congrès du parti, en mars 1982 (1).

L'orientation définie au lendemain de la victoire, en 1975, peut être caractérisée de triomphaliste et volontariste. Les perspectives et les objectifs étaient beaucoup trop optimistes et ambitieux. Cette vision triomphaliste était conjoncturellement nourrie par l'euphorie de la victoire, par le sentiment que rien n'était impossible à ceux qui avaient su résister victorieusement à l'intervention massive américaine. Le volontarisme s'exprimait dans la tentation d'utiliser la dynamique

de la victoire pour mobiliser à nouveau la population dans un immense effort de reconstruction et de développement.

La direction vietnamienne connaissait évidemment les difficultés politiques, sociales et économiques de la situation, mais elle les a largement sous-estimées. Pourtant, elle a très vite senti que ses appels à la mobilisation ne rencontraient pas l'écho escompté. Par exemple, le secrétaire général du parti, Le Duan, dans son rapport au 4e congrès du PCV en décembre 1976, notait qu'ils n'étaient pas encore parvenus à créer de « mouvements vraiment puissants », analogues à ce qui s'était passé durant la guerre. Mais ce n'est que très lentement que la direction vietnamienne a commencé à tirer les leçons de cet échec et à modifier son orientation d'ensemble.

Il faut dire qu'il était difficile, en 1975, de ne pas commettre d'erreur de perspective. Il était difficile, par exemple, de pouvoir prévoir, au lendemain d'une victoire aussi importante, l'ampleur et la profondeur de la crise qui s'annonçait. Mais si l'erreur était facile à commettre, sa portée n'en fut pas moins très grave. Plus une situation est complexe et difficile, plus il est facile de se tromper, mais plus les conséquences d'une erreur d'orientation sont dangereuses.

— Tu as dit que l'erreur d'orientation globale de 1975-1976 a eu des conséquences graves sur tous les terrains. Peux-tu donner des précisions ?

— Sur le plan économique d'abord, le 5e plan quinquennal (1976-1980), vu ses

1. Voir l'article de Pierre Rousset, « Le temps des autocritiques », paru dans *Inprecors* numéro 127 du 31 mai 1982.



La mausolée Ho-Chi-Minh à Hanoï. (DR)

Saïgon/Ho Chi Minh-Ville, agglomération qui avait été démesurément gonflée par la guerre, ont été déplacées pour peupler ces nouvelles zones, en 1975-1976. Mais, faute de préparation suffisante, tant au plan politique qu'à celui de l'infrastructure socio-économique, cette mesure est devenue particulièrement impopulaire. Il semble que 60 % des personnes ainsi envoyées dans les Nouvelles zones économiques soient irrégulièrement revenues à Saïgon dans les mois suivant leur déplacement.

Au Nord, le passage à la « grande production socialiste » avait été annoncée. Mais le régime se heurta à de très fortes résistances sociales quand, au nom de l'efficacité économique, il voulut dissoudre les communes villageoises dans des communes de dimension supérieure.

Sur le plan international, le PCV s'est brusquement désintéressé du mouvement de solidarité, qu'il a laissé se désintégrer. Compte tenu de sa politique économique, le régime vietnamien orienta ses efforts en direction des gouvernements occidentaux. Mais ses tentatives d'ouverture vers l'Ouest ont été brutalement repoussées par les Etats-Unis, et insidieusement par l'Europe occidentale et le Japon.

Convaincue du prestige international du Vietnam, il semble que la direction du PCV n'ait pas prévu que le conflit avec la Chine allait s'enflammer en 1978-1979, aiguë par celui qui l'opposait aux Khmers rouges. Le travail d'information et de propagande au plan international

ayant été complètement négligé durant ces années cruciales, ce sont donc les Khmers rouges et la Chine qui auront l'initiative, au plan de la propagande, lors de la phase aiguë du conflit. Là aussi, le régime vietnamien a payé un prix élevé pour avoir délaissé ce terrain.

Ce ne sont là que des exemples de ce qu'a impliqué le cours triomphaliste et volontariste des années 1975-1979.

— Est-ce que l'on peut aussi qualifier ces erreurs de gauchistes ?

— Souvent, oui, mais pas toujours. J'ai signalé que la politique du gouvernement vietnamien, durant les premières années qui ont suivi la victoire, incluait une ouverture en direction notamment de l'Europe capitaliste et du Japon. Il semble, vu la façon dont cette politique a été menée, que la direction vietnamienne a sous-estimé les résistances qui se manifesteraient au sein du bloc impérialiste. En fait, la politique internationale du PCV a, pendant un temps, combiné un appel aux luttes révolutionnaires dans la région et au renforcement du « camp socialiste » avec une tentative de développer des rapports multilatéraux non seulement avec l'URSS et la Chine, mais aussi avec l'Occident. La réponse négative de l'Europe et du Japon a renforcé l'aile « dure » du parti. Puis, la rupture avec la Chine a fait de l'URSS et du bloc soviétique presque les seuls alliés du Vietnam, avec quelques exceptions dans le tiers-monde, l'Inde par

exemple. Si le triomphalisme a fait espérer une diplomatie ouverte, le « réalisme » qui a suivi a nourri une mentalité d'état de siège.

Prenons un autre exemple, cette fois sur le plan intérieur. Avec la dynamique de la victoire, la direction vietnamienne a, semble-t-il, aussi sous-estimé les capacités d'action d'un ennemi intérieur, la grande bourgeoisie commerçante de Saïgon-Cholon, généralement d'origine chinoise. Au nom de l'« union nationale » et de la « réconciliation », qui ne sont pas exactement des thèmes gauchistes, elle n'a pris que des mesures très limitées contre cet important secteur de la bourgeoisie autochtone. Or, cette grande bourgeoisie commerçante a pu dresser un mur entre le régime et les paysans. Elle possédait un réseau d'intermédiaires commerciaux éprouvés, par lequel elle pouvait acheter le riz à des prix intéressants et offrir des biens de production et de consommation à la population des campagnes. A ce moment-là, le gouvernement ne pouvait pas la concurrencer sur ces terrains. Cette bourgeoisie commerçante contrôlait aussi le marché et pouvait donc créer la pénurie. En plus, elle pouvait corrompre, grâce à son immense richesse. Elle ne s'est pas privée d'utiliser tous ces moyens pour accumuler des profits, mais aussi pour saboter l'action gouvernementale.

Le PCV n'a réagi que tardivement, en 1978, en mobilisant contre le commerce privé. Mais il l'a fait au pire moment, lorsqu'il était assailli par des problèmes éco-

nomiques et en plein conflit avec la Chine, et sous cette double pression, il a réagi de manière gauchiste. Il semble qu'il faille en tirer la leçon suivante : pour mettre en œuvre une politique modérée d'alliances, par exemple avec les paysans, il est souvent nécessaire de frapper les secteurs de la grande bourgeoisie qui peuvent se dresser entre le nouveau régime et les couches sociales avec lesquelles ce dernier veut passer un accord. Et, en général, pour pouvoir être modéré, il faut créer un rapport de forces suffisant, en conquérant le pouvoir d'Etat d'une part, mais aussi, d'autre part, en brisant ou en bridant les centres sociaux les plus dangereux de la contre-révolution.

Il faut donc éviter de tirer des conclusions unilatérales sur ce terrain. Pour agir sur le plan international, il fallait maintenir un lien militant avec le mouvement de solidarité, ou du moins ce qu'il en restait. Pour avancer doucement dans l'agriculture, il fallait prendre rapidement des mesures plus fermes contre le grand commerce monopoliste.

— C'est une nouvelle recette que tu proposes-là pour la transition post-capitaliste ?

— Non, évidemment. Il faut prendre en compte l'ensemble des données concrètes, des difficultés réelles. Si le régime n'a pas frappé plus vite les gros commerçants chinois, c'est peut-être parce qu'il craignait déjà une réaction de la Chine. Mais c'est aussi probablement parce qu'il n'avait ni le réseau de magasins, ni les intermédiaires, ni les moyens financiers de les remplacer. C'est une chose de noter a posteriori les erreurs commises. C'est utile pour réfléchir politiquement. Mais c'est autre chose de dire, surtout sur le moment, ce qu'il faut faire concrètement. Je poserais le problème ainsi : comment était-il possible de maintenir le réseau de commerce petit et moyen tout en frappant suffisamment fort la grande bourgeoisie commerçante ?

— Mais, de façon plus générale, comment comprendre l'ampleur des erreurs d'orientation alors commises ? Je veux dire sur le plan du cadre idéologique de référence qui est celui de la direction vietnamienne, et pas seulement en fonction des réelles difficultés objectives. Est-ce que ces erreurs reflètent les faiblesses politiques et programmatiques de la direction vietnamienne, son éducation stalinienne ?

— Il y a un héritage stalinien qui marque notamment les conceptions du pouvoir. Mais il n'est pas le seul et, probablement, il n'est pas le plus profond. L'influence maoïste a été très grande par le passé et, malgré les déclarations officielles, il doit toujours en rester quelque chose. Lénine est, j'imagine, beaucoup plus lu par les dirigeants vietnamiens que Staline ou ses successeurs. Et surtout, la pensée politique de la direction vietnamienne a été fondamentalement modelée par l'expérience de sa propre lutte, tant sur le

plan national qu'international.

Par ailleurs, j'éviterai pour ma part de parler abruptement des « faiblesses politiques » de la direction vietnamienne. Elle a certes des limites qui, généralement, reflètent justement les limites de son expérience nationale. Mais elle a aussi montré, à maintes reprises, une capacité exceptionnelle de direction politique, ce qui lui a permis de résoudre les problèmes de la conquête du pouvoir, malgré les difficultés successives dues à l'intervention impérialiste.

— Peux-tu préciser ce que tu entends par là ?

— On touche ici à l'une des principales leçons de la révolution vietnamienne, je crois, comme de bien d'autres révolutions. C'est une leçon qui semble aller de soi, quand on l'énonce aujourd'hui. Mais il faut se souvenir de combien d'erreurs ont été commises par de nombreuses organisations révolutionnaires, y compris celles de la IV^e Internationale, pour avoir négligé cette leçon.

Je formulerai cette leçon ainsi : il faut avoir une stratégie de conquête du pouvoir qui réponde à un certain nombre de questions clefs. Par exemple, quelles sont les forces sociales de la révolution ? Quelle est la place de la lutte pour le pouvoir d'Etat ? Autour de quels objectifs fondamentaux, nationaux et sociaux, les mobilisations de masse peuvent-elles être structurées ? Il faut gagner une implantation nationale, investir et accumuler les forces avec un projet à long terme. Mais on ne peut pas pour autant planifier à l'avance les étapes de la lutte pour le pouvoir et la libération nationale, et cela pour des raisons simples mais décisives. La première est qu'il faut compter avec l'ennemi. Il va réagir, et comme il apprend lui aussi des révolutions et des contre-révolutions, il va régulièrement bouleverser le cadre du combat en modifiant sa politique. La deuxième raison est que le cours de la lutte dans un pays va être affecté, et parfois très profondément, par le cours des luttes régionales et internationales qui ne se laissent pas enfermer dans un schéma préétabli. La troisième raison est que chaque étape de la lutte est conditionnée par les résultats de l'étape précédente. Or, ces résultats, qui sont l'enjeu même de la lutte, ne peuvent pas être prévus avec précision.

En ce domaine, les exemples abondent dans l'histoire de la révolution vietnamienne. L'évolution de la politique américaine en Indochine a forcé la direction vietnamienne à réévaluer à plus d'une reprise ses perspectives et ses méthodes de lutte. Dans les années 1930, le cours des luttes de masse était très différent de ce qu'il est devenu durant les guerres de libération nationale des années 1950 et 1960-1970. L'une des raisons en est qu'il y avait, durant les années 1930, une convergence possible des luttes anti-coloniales au Vietnam et des luttes de classes en Europe, notamment au moment de la grève générale de 1936 en France et de la guerre d'Espagne. La grève de masse,

l'organisation des masses dans les comités d'action dans la région saïgonnais, pouvaient en principe déboucher sur une insurrection victorieuse, les forces impérialistes étant paralysées dans la métropole elle-même. La défaite en Europe et la marche à la guerre mondiale ont fermé ces perspectives. En 1945, dans un autre contexte international, au moment de la défaite japonaise, c'est effectivement sous la forme d'une insurrection de masse à l'échelle nationale que le pouvoir fut conquis une première fois, que l'indépendance fut acquise une première fois. Ce pouvoir restait encore très fragile. Mais c'est un pays indépendant qui a dû à nouveau être reconquis par les Français, ce qui a donné sa dimension à la résistance nationale qui s'est engagée.

Personne ne pouvait prévoir tout cela et intégrer ces événements dans un schéma préétabli de conquête du pouvoir. La direction vietnamienne, d'ailleurs, a été elle-même temporairement prisonnière de tels schémas. C'est à cause de cela qu'elle a parfois tardé — de longues années dans quelques cas — à modifier sa politique. Il est intéressant de lire à ce sujet ce qu'a écrit Giap, le vainqueur de Dien Bien Phu, dans *Guerre du peuple, armée du peuple*, à propos de l'appel à la réforme agraire durant la résistance anti-française, réforme trop longtemps reléguée à l'arrière-plan. Les erreurs commises durant la lutte sont nombreuses, et il est très important de les étudier. C'est ainsi que l'on tire des enseignements des expériences passées. Mais, à chaque fois, la direction vietnamienne a su modifier ses orientations et intégrer les nouvelles données avant qu'il ne soit trop tard.

En schématisant, je dirais que le programme fondamental, la théorie marxiste, donnent les instruments d'analyse et les objectifs historiques. La dimension stratégique donne à la tactique son horizon, sa profondeur de champ. Mais l'orientation, à une étape déterminée de la lutte, découle d'une analyse concrète de la situation qui doit intégrer le maximum de facteurs nationaux et internationaux. La tactique est conditionnée par les objectifs stratégiques, mais elle est déterminée par les nécessités du moment.

La lutte révolutionnaire n'admet ni les simplifications tactiques outrancières ni les schématismes stratégiques trop rigides qui peuvent découler de l'application d'un modèle quel qu'il soit. Le vocabulaire du PC vietnamien reflète d'ailleurs la perception de ce problème. Le thème de la combinaison des formes de luttes, des régions en lutte, etc., est mis au premier plan, contre les simplifications tactiques. Et celui de la détermination du « moment favorable » souligne à quel point la victoire ne découle pas d'un aboutissement graduel d'accumulation de forces dans le cadre d'un schéma rigide, mais de la capacité de la direction à savoir saisir l'occasion favorable, celle où l'ennemi est affaibli, paralysé. C'est ce que le PCV a fait au Vietnam en 1975, et avant cela en 1945. On ne planifie pas sur 20 ans le processus de guerre révolutionnaire prolongée, depuis l'étape de la défense straté-

gique jusqu'à celle de l'équilibre des forces, puis celle de la contre-offensive générale, comme d'ailleurs on ne planifie pas l'insurrection de masse des années à l'avance. Mais il ne suffit pas de saisir le moment favorable. Il faut aussi contribuer à le créer par une politique adéquate sur tous les terrains, celui des alliances, celui de la diplomatie et de l'action internationale, et les terrains politique et militaire. En cela, les Vietnamiens étaient passés maîtres.

— Pour en revenir à ma question initiale, pourquoi cette direction politiquement expérimentée a-t-elle commis une erreur d'orientation comme celle de la période 1975-1980, même compte tenu des difficultés objectives ?

— Les difficultés objectives une fois soulignées, il faut prendre en compte d'autres éléments. D'abord, il y a le profond changement de cadre qui s'est opéré avec la victoire. C'est une chose très différente de lutter pour le pouvoir et l'indépendance que d'engager le processus de reconstruction et d'entamer la transition vers une société nouvelle. Cela soulève un problème général. Le type d'organisations que l'on doit construire pour le combat révolutionnaire ne correspond pas forcément en tout au type d'organisations dont on a besoin pour engager la transition après la victoire. Je parle ici de l'ensemble des organisations : partis, organisations de masse, organisation militaire, organismes de pouvoir. Ce qui est en cause ici, ce n'est pas seulement la structure des organisations, mais aussi leurs mécanismes de fonctionnement et les conceptions profondes qui les animent. C'est un vieux problème sur lequel il nous faut réfléchir à nouveau. La difficulté tient évidemment à ce qu'il faut commencer par renverser l'ancien pouvoir de classe pour permettre une transformation révolutionnaire de la société, et que la façon de renverser cet ancien pouvoir de

classe ne dépend pas seulement de nos préférences, mais aussi des conditions objectives et de l'action ennemie.

Comment le problème se pose-t-il au Vietnam ? La lutte a été très longue, très coûteuse, et elle a pris la forme d'un combat militaire où la révolution sociale s'est finalement exprimée dans le cadre d'un mouvement de libération nationale. Et tout cela s'est passé dans une société en majorité agraire et de culture confucianiste. Ce sont ces données, parmi d'autres, qui ont marqué le mouvement communiste vietnamien et la structure du pouvoir, au lendemain de la victoire.

Nous avons déjà signalé les implications du caractère prolongé et très coûteux de la lutte (2), notamment la faiblesse de l'appareil en cadres expérimentés et localement enracinés, et la très faible auto-mobilisation de secteurs significatifs de la population. Le problème est particulièrement clair pour ce qui concerne la région saïgonnaise. En 1975, le PCV disposait de 400 cadres à Saïgon, pour une population largement déracinée de 3,5 millions d'habitants. Il comptait 3 000 membres dans cette même ville, en 1954, pour une population deux fois moins nombreuse et socialement plus stable. Dans le 6^e district de Saïgon, avec une population de 225 000 personnes, le parti n'y comptait que six membres survivants ! Il a fallu recruter en masse après la victoire, ce qui est toujours le plus mauvais moment. On peut comprendre l'ampleur du problème, du fait que dans le premier district de Saïgon, 95 % des membres du parti ont adhéré après le 30 avril 1975 (3).

La structure du pouvoir est profondément marquée par ce facteur. Il en va de même de la mentalité de l'appareil du parti, caractérisée par un sentiment de faiblesse qui nourrit l'autoritarisme. C'est d'autant plus vrai que le parti a été modelé trois décennies durant par un long combat militaire qui a ses règles propres. Aucune organisation ne peut traverser une telle expérience sans en être profondément marquée. Parmi les conséquences, il y a une conception du secret et de la discipline, une certaine structure de commandement, la constitution du parti comme un contre-pouvoir qui intervient dans tous les domaines et pas seulement comme une direction des luttes. Cela marque les conceptions du pouvoir. La théorie vietnamienne veut que « le parti dirige, l'Etat gère, la population exerce son pouvoir de contrôle en tant que maître collectif ». Le parti, fondamentalement unique, est constitutionnellement au-dessus de l'Etat, en tant que direction. L'origine de cette conception n'est pas uniquement stalinienne. On en trouve aussi des éléments dans les premières années de la révolution russe, ainsi que dans la révolution chinoise. Elle est présente même dans une révolution comme la révolution cubaine. Elle répond à l'expérience d'un long combat militaire. Elle plonge d'ailleurs ses racines dans une tradition politique qui est celle de l'Etat du mode de production asiatique, ainsi que dans la tradition culturelle vietnamienne. Les conséquences de cette conception sont multiples.

Dans la tradition maoïste en Asie, le parti peut par exemple régir la vie personnelle de ses membres, sur la question du mariage notamment, non seulement pour des raisons de sécurité et de fonctionnement, mais aussi au nom d'une conception dite prolétarienne de la morale et de l'universalité de la société. La trempe morale d'une organisation révolutionnaire est effectivement une question très importante. L'engagement révolutionnaire a des implications morales, mais faire du parti le juge du bien et du mal, au nom du peuple entier, c'est très dangereux. C'est faire du parti le détenteur d'un pouvoir non seulement politique, mais aussi ecclésiastique et étatique.

Le fait que la lutte en Indochine ait pris la forme d'un ensemble de mouvements de libération nationale n'a pas non plus été sans conséquences. Le combat anti-impérialiste s'est nourri d'un réveil profond du sentiment national, de l'identité nationale, ce qui était très progressiste. Mais cela peut en même temps générer un nationalisme chauvin, une fois la victoire acquise. C'est ce qui s'est passé, à des degrés divers, après 1975. La direction khmère rouge a développé un nationalisme raciste proprement délirant. Mais au Vietnam aussi, une fois le conflit avec la Chine ouvert, la direction a eu recours à des thèmes nationalistes anti-Chinois très dangereux, rappelant comment depuis des millénaires chaque dynastie chinoise avait envahi le Vietnam.

Enfin, il est très tentant, face à de grandes difficultés socio-économiques, après la victoire, de recourir simplement aux méthodes d'action qui ont fait leurs preuves dans la guerre : les campagnes d'émulation, la mobilisation en masse, l'appel au sentiment patriotique, la direction par le parti, etc. On l'a vu en Chine, avec, par exemple, la politique du Grand bond en avant, à la fin des années 1950. On l'a vu aussi à Cuba, en 1970, avec la campagne pour la « zafra », la récolte de canne à sucre de 10 millions de tonnes. Dans chaque cas, c'était l'espoir de briser les entraves du sous-développement grâce à une immense mobilisation sociale. Cela a toujours échoué.

— C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la crise qui a frappé le Vietnam en 1978-1979 ?

— Au moment de la crise de 1978-1979, ce sont toutes les nouvelles contradictions qui se sont combinées en un seul nœud coulant. La rupture finale avec les Khmers rouges annonçait la rupture finale avec la Chine. L'impérialisme resserra rapidement son étreinte, prenant prétexte de l'occupation du Cambodge par le Vietnam, en 1979. Les conflits au sein du PC vietnamien s'aiguèrent. Les rapports avec la population se dégradèrent qualitative-



Une jeune recrue vietnamienne aujourd'hui. (DR)

2. Voir la première partie de cette interview, publiée dans *Inprecor* numéro 196 du 13 mai 1985.

3. Ces chiffres, comme la plupart des autres chiffres cités dans cette partie de l'interview, sont tirés du dossier fait par le journaliste Paul Quinn-Judge et publié dans *Far Eastern Economic Review* du 2 mai 1985.



Des soldats vietnamiens s'entraînent à la baïonnette. (DR)

ment, surtout au Sud. Les conflits de classe avec la bourgeoisie commerçante se durcirent. La corruption de cadres devint un phénomène de plus en plus dangereux, ainsi que l'arrogance bureaucratique. L'exode des « boat people » prit de l'ampleur.

— Qui sont ces « boat people » qui ont quitté le Vietnam par centaines de milliers ?

— Ils représentent plusieurs couches de la population, ce qui illustre d'ailleurs diverses facettes de la crise qui secoue le Vietnam. Il y a ceux qui ont collaboré avec les Américains et qui craignaient la répression. Ceux qui appartiennent aux puissants clans chinois de la bourgeoisie du Sud. Ceux qui sont tout simplement attirés par les promesses de la « Voix de l'Amérique ». Il y a aussi des membres de l'élite dont le niveau de vie a chuté. Cet exode est « normal », si j'ose dire, en temps de révolution. Toutes les autres révolutions ont connu des exodes similaires. Et la guerre du Vietnam a été l'une des révolutions les plus déchirantes, du fait de l'intervention impérialiste.

Mais il y avait aussi parmi eux des travailleurs et des militants du parti qui, au Nord, ont passé la frontière chinoise. D'ethnie chinoise, dans le climat de suspicion qui se constituait en 1978-1979, ils craignaient d'être assimilés à une cinquième colonne, même quand ils étaient avant tout des travailleurs et des militants dévoués à la révolution. Pékin semble avoir favorisé cet exode, mais, plus tard, Hanoï également. Et puis, au Sud, il y a eu ceux qui perdaient espoir en l'avenir. La libération n'avait pas apporté la paix et la stabilité. Un nouveau conflit commençait avec l'immense voisin du Nord. La guerre s'installait au Cambodge. L'économie s'effondrait, avec l'arrêt des aides américaines

au Sud et chinoises au Nord. L'avenir du pays semblait touché. Cet exode-là représente un échec sérieux pour le nouveau régime révolutionnaire.

— Cet échec ne soulève-t-il pas le problème de l'absence de démocratie socialiste au Vietnam ? Tu as expliqué tout à l'heure les racines historiques des conceptions politiques du PCV et des structures du nouveau pouvoir. Mais à trop vouloir comprendre, ne risque-t-on pas d'oublier l'importance programmatique essentielle de la démocratie socialiste ?

— On ne peut pas « trop » comprendre, en histoire et en politique. Mais je ne nie pas l'importance programmatique de la démocratie socialiste. Au contraire, je dirais même que cette démocratie est encore plus importante pour des pays arriérés, où la transition socialiste est encore plus difficile et moins « naturelle ». Il faut diriger ce processus. Pour ce faire, il faut connaître la vraie situation sociale, ce qui n'est pas possible sans démocratie de masse. Il faut mobiliser durablement la population, ce qui, encore une fois, ne se peut pas sans démocratie de masse. Mais la réalisation d'une démocratie socialiste dans des pays socialement arriérés, soumis à la pression impérialiste ainsi qu'à celle des bureaucraties soviétique et chinoise, est infiniment plus dure que dans un pays industrialisé. Le problème n'est pas de savoir ce qu'il faudrait faire, mais comment y aller.

Bien sûr, la clarté programmatique est importante pour savoir où il faut aller. Le programme du PCV est, en ce domaine, inadéquat, tributaire qu'il est de la formation idéologique de la direction vietnamienne et de son expérience nationale particulière. L'une des fonctions de l'internationalisme, soit dit en passant, est justement d'enrichir et de consolider l'ac-

quis programmatique de chaque organisation nationale en confrontant ses expériences nationales particulières à celles des autres pays. C'est un moyen de dépasser l'horizon particulier de chaque lutte.

Mais il est inévitable que la structure du nouveau pouvoir reflète, dans une révolution concrète, le cours suivi par les luttes, les alliances nouées au moment de la prise du pouvoir, les traditions politiques propres du pays, etc. Il est normal, en conséquence, que de nouveaux Etats ouvriers apparaissent sous des formes variées. Le problème est de savoir comment, à partir de cette réalité concrète, faire des pas en avant vers une démocratie socialiste effective. C'est l'importance, par exemple, du débat sur la portée des élections au Nicaragua.

Traiter le problème de façon normative (« il faut ... ») ne sert pas ici à grand chose. Je me rappelle avoir écrit, en 1975, un article sur la déportation des populations urbaines au Cambodge, qui disait en substance : « S'il y avait eu des conseils ouvriers et paysans, cela ne se serait pas passé ainsi. » Evidemment. Mais c'était si loin de la réalité du Cambodge d'alors que cela ne pouvait vraiment pas prétendre être une ligne alternative.

— Mais il y a des objectifs démocratiques concrets à mettre en avant dans le Vietnam d'aujourd'hui, n'est-ce pas ?

— Bien sûr. La lutte pour une démocratie de masse effective et contre la bureaucratie est une tâche d'actualité dès les premiers pas de toute révolution, et l'urgence de ce combat est évidente au Vietnam. Il faut se battre pour le droit à l'information contre le monopole exercé sur ce terrain par l'appareil du parti. Le dernier quotidien indépendant au Sud, *Tin Sang*, a finalement été fermé. Il faut réclamer la généralisation des procédures électorales et un pouvoir accru accordé aux organismes élus, l'établissement de normes de droit dans le domaine judiciaire, la réduction des pouvoirs de fait de la police politique.

— Qu'en est-il des détenus des camps de « rééducation » ?

— C'était une question difficile à régler. La guerre civile au Vietnam a été terrible. L'armée saïgonnaise, pro-impérialiste, a compté jusqu'à un million d'hommes, avec un très fort corps d'officiers réactionnaires. Les services spéciaux américains ont utilisé des dizaines de milliers de personnes comme informateurs, agents d'exécution et pour d'autres tâches de répression.

Le nouveau régime révolutionnaire a décidé de ne procéder à aucune exécution pour crimes passés. Très vite, la grande majorité des soldats de l'armée saïgonnaise ont été remis en liberté. C'est l'une des rares révolutions où il n'y a pas eu de liquidations sommaires au moment de la victoire. C'est, et cela reste, à l'honneur des dirigeants vietnamiens, du peuple vietnamien.

Promesse avait été faite de juger ou de libérer dans les trois ans tous les déte-

nus des camps de « rééducation ». Cela reflétait probablement la vision optimiste que le PCV avait de l'avenir, en 1975. Mais en 1978, c'était la crise et la peur. La promesse n'a pas été tenue. Il est très difficile de savoir combien de détenus restent dans les camps. Les estimations que j'ai entendues varient entre 7 000, selon les sources gouvernementales, et environ 20 000.

Je crois qu'il est très important de réaliser la promesse de 1975. Le maintien de l'état actuel des choses signifie le règne de l'arbitraire. Certains sont libérés, d'autres pas. Personne ne sait pour combien de temps il est incarcéré. Et tout cela doit renforcer très dangereusement le pouvoir semi-autonome des services de sécurité.

— Tu crois que les services de sécurité ont un tel pouvoir autonome ?

— Je le crains. Le problème apparut même durant la guerre civile russe. Alors...

— Tu as signalé qu'en 1982, le comité central du PCV avait présenté une autocritique devant le 5e congrès du parti. Sur quoi portait-elle et quels ont été les changements d'orientation depuis ?

— Par son ampleur et sa netteté, l'autocritique prononcée par la direction du parti en 1982 rappelle celle de 1956, après la crise ouverte par la généralisation trop rapide de la réforme agraire. Mais le contexte a changé et il sera beaucoup plus difficile aujourd'hui de rétablir le dialogue entre le régime et des secteurs de la population. A mon avis, l'autocritique de 1982 portait sur trois questions essentielles.

Tout d'abord, le « subjectivisme » des années passées est dénoncé, c'est-à-dire le volontarisme dont nous avons déjà parlé.

Deuxièmement, l'autocritique prend acte des problèmes posés par la coupure entre le régime et d'importants secteurs de la population, par les pesanteurs bureaucratiques et l'absence de démocratie vivante de masse, par la baisse de qualité révolutionnaire du parti. Le rapport de Le Duan, au 5e congrès, reconnaît que les mécanismes institutionnels mis en place ne fonctionnent pas correctement, qu'ils sont inadéquats et que le peuple a bien du mal à faire valoir son « droit de maître collectif ». Déjà en 1976, il avait noté, devant le 4e congrès, qu'il était nécessaire de « prendre des mesures pratiques pour empêcher certains cadres et employés de l'Etat de devenir une couche de gens privilégiés », c'est-à-dire une bureaucratie.

Cette autocritique est très importante. Elle montre notamment que le problème de la démocratie de masse dans un pays comme le Vietnam est effectivement un problème crucial et non un thème abstrait cher à des intellectuels occidentaux. Mais autant le rapport de Le Duan est clair en ce qui concerne l'énoncé du problème, autant il est discret et insatisfaisant en ce qui concerne les remèdes et les réformes institutionnelles.

Le troisième élément essentiel de l'autocritique porte sur la politique économique et sociale.

— C'est-à-dire ?

— Il ne s'agit pas seulement de déterminer des objectifs de production plus réalistes. Il y a une relative libéralisation de l'économie. Plus de responsabilités sont accordées aux unités de production. Le rôle du marché libre est accru. Au sein de la commune rurale, des contrats sont passés avec des familles qui prennent en charge des secteurs de production et peuvent vendre une importante portion de cette production.

LE VIETNAM DEPUIS LA VICTOIRE

30 avril 1975. Prise de Saïgon par les forces du FNL et de l'armée nord-vietnamienne. La Chine arrête immédiatement son aide militaire.

Juin 1975. Création d'une banque d'Etat unique et suppression des autres banques au Sud.

1975-1976. Création des Nouvelles zones économiques et déplacement d'une partie de la population de Saïgon et d'autres villes gonflées par la guerre.

Juillet 1976. Unification formelle du pays et établissement de la République socialiste du Vietnam.

Décembre 1976. 4e congrès du Parti communiste vietnamien.

1978. Conflit armé avec le Cambodge de Pol Pot. Incidents frontaliers avec la Chine.

Mars 1978. Expropriation des grandes entreprises privées du Sud.

Juin 1978. Le Vietnam adhère au Comecon.

Juillet 1978. La Chine interrompt son aide économique et rappelle ses experts.

Novembre 1978. Traité de coopération entre l'URSS et le Vietnam.

Décembre 1978 - janvier 1979. L'armée vietnamienne et les forces cambodgiennes de Heng Samrin interviennent au Cambodge et renversent le régime de Pol Pot.

Février-mars 1979. La Chine envahit une partie des provinces du nord du Vietnam pour le « punir » pour son action au Cambodge et se retire après plusieurs semaines. Durant ce laps de temps, il y aura 50 000 morts ou blessés du côté vietnamien et 60 000 du côté chinois.

Mars 1982. 5e congrès du PCV. Autocritique de la direction du parti.



L'économie rurale au Viet Nam

— Comme en Chine ?

— Pas vraiment. Les réformes sont beaucoup plus prudentes qu'en Chine, où la collectivisation est aujourd'hui largement démantelée. Mais les réformes en cours dans les deux pays soulèvent des problèmes très importants sur lesquels il nous faut absolument réfléchir plus à fond.

— Des questions concernant l'économie de transition ?

— Concernant l'économie de transition dans des pays comme la Chine et le Vietnam, mais aussi les luttes révolutionnaires pour le pouvoir. Là encore, en étudiant ces expériences concrètes, on s'aperçoit à quel point il faut se garder des



m reste très peu mécanisée, (DR)

schémas simplificateurs. Je pense qu'il sera utile d'éclairer ici certains aspects de la question agraire, avant et après la victoire de la révolution.

En ce qui concerne la révolution démocratique, nous avons toujours insisté sur l'importance de l'appel à la distribution de la terre. Le bilan autocritique qu'a fait Giap à ce sujet, pour les années 1940 et 1950, confirme l'importance du problème. S'il n'obtient pas la terre sur laquelle il travaille, le paysan pauvre, qui supporte le gros de l'effort de guerre, risque de se démobiliser. Le gros propriétaire risque ainsi de conserver un dangereux pouvoir politique au sein du village. Mais une réforme agraire trop radicale ou trop précipitée peut rejeter vers la contre-révolution des secteurs de la paysannerie riche ou moyenne, problème qui s'est posé en

Chine, ou éloigner la communauté villageoise du nouveau pouvoir révolutionnaire, ce qui s'est passé au Vietnam en 1956. La politique du parti doit donc être extrêmement concrète, et la démocratie au sein du village indispensable pour déterminer ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

Par ailleurs, les paysanneries du tiers-monde ont beaucoup changé depuis 20 ans. La paysannerie du delta du Mékong, au Sud-Vietnam, a vécu la réforme vietminh, la contre-réforme Diem, puis la « révolution verte » impulsée par les Américains. Elle est souvent devenue propriétaire, individualiste et formée aux techniques modernes de production et intégrée au marché, ce qui n'est pas le cas de la même façon au Nord. Il est donc impossible de suivre la même voie au Sud aujourd'hui qu'hier au Nord.

De même, en ce qui concerne la transition au socialisme, des convictions bien établies sont aujourd'hui mises en cause par l'expérience de pays comme le Vietnam ou la Chine. Concrètement, quel est l'horizon, à moyen terme, vers lequel nous devons tendre en ce qui concerne le degré de collectivisation ?

Pour éclairer le problème, je dirai un mot sur l'évolution de mes propres idées à ce sujet. Je pensais, il y a longtemps, que plus on collectivisait mieux c'était, à la condition que cela se fasse avec l'accord des paysans concernés et non pas par la collectivisation forcée. Puis, je me suis rendu compte qu'il pouvait être important de ralentir les rythmes de la collectivisation, pour des raisons d'efficacité économique, et aussi en fonction de critères sociaux, pour maintenir une alliance suffisamment majoritaire dans le monde rural. Et maintenant, je ne sais plus quel degré de collectivisation est souhaitable à moyen terme. Or, c'est une question centrale pour tout régime révolutionnaire.

En dehors d'une réelle capacité de mécanisation, la collectivisation atteint en effet des limites. Qui plus est, l'agriculture la plus moderne, en Occident, garde souvent au niveau de la production un caractère familial. Et, enfin, dans des pays comme le Vietnam, sans parler de la Chine avec son milliard d'habitants, je ne vois pas comment l'urbanisation et l'industrialisation peuvent suivre la même voie qu'en Europe, avec le même type d'exode rural.

— Mais dans l'immédiat, quel est le résultat des mesures de réforme prises dans l'agriculture au Vietnam ?

— Ils sont doublement positifs. D'abord, la production augmente. Elle semble avoir atteint 17,8 millions de tonnes équivalent riz en 1984, malgré des conditions climatologiques très mauvaises. Et ces mesures ont été accueillies positivement par les producteurs ruraux. Cela veut dire que le déficit alimentaire du Vietnam se réduit, ce qui est un objectif prioritaire aujourd'hui, malgré une dangereuse croissance démographique. Et le régime peut capitaliser sur le plan politique ces mesures de libéralisation économique.

— Pourtant, ces mesures semblent ne pas faire l'unanimité au sein de la direction du parti ?

— En effet. Certains cadres craignent l'affaiblissement du contrôle politique qui peut s'en suivre. Les employés d'Etat sont touchés par la hausse des prix sur le marché libre, leurs salaires ne suivant pas, ce qui peut nourrir la corruption rampante.

Ces mesures me paraissent nécessaires. Mais il ne faut pas croire qu'elles sont une panacée. Des différenciations sociales nouvelles peuvent se faire jour dans le monde rural, sans oublier que l'augmentation du travail familial, c'est avant tout l'augmentation du travail des femmes et des enfants.

— Ce qui doit soulever des problèmes quant à la participation des femmes à la vie politique.

— Exact. Tu touches là à un autre problème très délicat. Il faut augmenter la production, donc la productivité, mais aussi le temps de travail. Ce qui réduit le temps libre, élément indispensable de la démocratie. Est-il aujourd'hui possible d'augmenter autrement la production ? Je ne sais pas. Mais c'est un vrai problème pour mener une lutte pour les libertés démocratiques, ainsi que contre l'oppression dont les femmes restent l'objet.

— Est-ce que tu n'avances pas là l'argument bien connu : le pain — ou le riz — d'abord, la démocratie ensuite ? Avec ce raisonnement, il n'est jamais temps pour la démocratie.

— Ce n'est pas ce que je veux dire. Ce que je dis, c'est que le Vietnam aujourd'hui a besoin d'un ensemble de mesures économiques et politiques. Il est facile d'énumérer un certain nombre de revendications démocratiques, élémentaires et indispensables. Il est plus difficile de les mettre en œuvre. Et, sans les mesures socio-économiques, elles risquent de perdre tout contenu. Or, mon sentiment est que nous sommes — en tout cas je suis — mal armés pour tenter de répondre à ce dernier problème. Ce qui impose une certaine modestie.

— Que penses-tu de l'évolution probable de la situation ?

— Je crois que l'on assiste, au Vietnam, à une crise longue. Mais il est très difficile de faire des prévisions. Par manque de connaissances concrètes, en général, et parce qu'en particulier il est très difficile de savoir ce qui se passe au sein du PCV, et que l'évolution de la situation au sein du parti aura des répercussions profondes. Enfin, parce que l'évolution de la situation régionale et internationale jouera un rôle très important.

— Tu parles de l'évolution de la situation au sein du PCV ? Peux-tu être plus précis ?

— Il y a des débats, des désaccords,



Le travail aux champs au Vietnam. (DR)

des tensions. Mais il m'est extrêmement difficile de juger de leur profondeur et de leur dynamique.

— Tu dis souvent « Je ne sais pas ... »

— C'est un signe des temps. Mais on sait quand même quelque chose de ces débats. D'importants cadres du FNL et du GRP se sont opposés à la ligne du parti en 1975-1976 pour le Sud et ont eu le sentiment qu'on ne leur faisait pas pleinement confiance. Des directions régionales ou provinciales font preuve d'autonomie, appliquant la ligne de façon « créatrice ». Il semble que la province septentrionale de Vinh Phu, par exemple, avait commencé, dès 1976-1977, à établir un système de contrats familiaux dans l'agriculture, qui ne sera adopté officiellement par le comité central qu'en mars 1979, au cours de son 6e plénum. L'organisation du parti à Ho Chi Minh-Ville a fait savoir dans un document qu'il fallait « *informer le bureau politique de la réalité de la situation, de façon à ce qu'il nous dirige mieux* ».

Sur le plan militaire, des conceptions différentes se sont faites jour, y compris au sujet de l'offensive de 1975, comme en témoignent les écrits des responsables militaires, Van Tien Dung et Tran Van Tra.

Il a fallu plusieurs années, de 1979 à 1982, pour gagner les sommets du parti à un changement de ligne. Le comité central préparant les rapports du 5e congrès a été très long et le congrès fut reporté, de toute évidence du fait de l'ampleur des divergences qui se manifestaient sur l'analyse de la crise et sur les réponses qui devaient être apportées. Une personnalité

officiuse du parti, Nguyen Khac Vien, a violemment dénoncé, dans une lettre à l'Assemblée nationale, en 1981, de hauts cadres coupables de bureaucratisme et d'illusions sur la Chine (4).

— Des divergences importantes se manifestent donc jusqu'au comité central ou au bureau politique. Qui s'oppose à qui ?

— C'est un secret bien gardé, et il est possible que les regroupements varient selon les périodes et les personnes. Ce qui se dit pourtant, c'est que parmi les dirigeants, Truong Chinh, président du Conseil d'Etat et membre du bureau politique du PCV, qui aurait aussi eu une responsabilité directe dans la crise de 1956, et To Huu, avec l'appui de cadres militaires et de cadres moyens du parti, manifesteraient scepticisme et opposition vis-à-vis de la politique de réforme de l'agriculture et de l'économie mise en œuvre progressivement depuis 1979. D'autres membres du bureau politique et de la vieille garde, comme Le Duan et Le Duc Tho, ou le secrétaire du parti pour Ho Chi Minh-Ville, Vo Van Kiet, se sont faits les défenseurs de la réforme. De toute façon, il se passe des choses au sein du Parti communiste vietnamien, mais il faudra probablement attendre encore longtemps avant de savoir exactement ce qu'il en est.

— Pour conclure, peux-tu revenir sur l'évolution de la situation régionale ?

— Oui, parce que cette question affectera beaucoup la situation interne au Vietnam. La situation actuelle est partiellement gelée, du fait notamment de la ques-

tion cambodgienne. Le jeu des négociations indirectes a forcé les protagonistes à préciser leurs positions. Actuellement, c'est autour de la place des Khmers rouges que les contacts diplomatiques achoppent. Les Vietnamiens ont fait savoir que l'élimination des Khmers rouges de la scène était le principal préalable, de leur point de vue, à l'ouverture de négociations sérieuses. Le prince Sihanouk a, pour sa part, fait savoir à plusieurs reprises qu'il était prêt à rencontrer les Vietnamiens et le régime Heng Samrin, mais qu'il en était empêché par le veto khmer rouge.

La question des Khmers rouges est importante pour deux raisons essentielles. Ils constituent la principale force militaire de la coalition du Kampuchea Démocratique, et ils sont indispensables au maintien de l'alliance entre l'Occident et la Chine, et notamment entre la Chine et la Thaïlande, sur la question cambodgienne.

Pour ma part, je pense que les négociations sont difficiles parce qu'au fond il n'y a pas de compromis durable possible. Ou le Cambodge est lié au Vietnam face à l'ASEAN et à l'Occident, ou il est lié à la Thaïlande face aux deux autres Etats indochinois. Or, du point de vue des révolutions indochinoises, c'est une question stratégiquement très importante. Sihanouk, aujourd'hui encore moins qu'hier, ne peut représenter une solution neutra-

4. L'essentiel de cette lettre a été publié dans le numéro 12 de la revue *Quatrième Internationale* du 1er décembre 1983.

liste réelle. Tout cela en tenant compte de la différence majeure que nous avons montrée auparavant : un processus actif d'autodétermination réelle est aujourd'hui très aléatoire au Cambodge.

Par ailleurs, les rapports entre le Vietnam et l'URSS peuvent être affectés par l'évolution de la diplomatie globale de Moscou. En 1975, le PCV ne voulait pas voir le Vietnam devenir exclusivement dépendant de l'aide soviétique. Hanoï avait commencé par refuser plusieurs propositions soviétiques, par exemple celle d'entrer dans le Comecon (5), et cela pour rester plus libre de ses mouvements. Mais l'échec de l'ouverture à l'Ouest et la rupture avec la Chine ont amené la direction vietnamienne à s'intégrer plus avant dans le bloc soviétique, surtout depuis 1978, avec l'entrée du Vietnam dans le Comecon et la signature du traité de coopération avec l'URSS. Moscou apporte une aide économique importante et le Vietnam laisse les anciennes bases américaines être utilisées par la flotte soviétique. D'autre part, le Kremlin est maintenant partie prenante du jeu politique régional dont il était exclu auparavant.

Moscou tire donc d'importants bénéfices politiques et stratégiques de son alliance avec le Vietnam. Mais la direction soviétique a d'autres objectifs en vue et accepte actuellement de s'ouvrir à nouveau à un dialogue avec la Chine. Pékin va tenter d'utiliser cette situation pour détacher l'URSS du Vietnam. La politique de Pékin reste en effet, je crois, d'épuiser le Vietnam jusqu'au dernier Cambodgien. Hanoï doit suivre avec beaucoup d'attention, et avec quelques inquiétudes, l'évolution actuelle des rapports sino-soviétiques.

Mais l'une des questions clefs pour l'avenir de l'Indochine et du Vietnam est celle des perspectives pour les luttes révolutionnaires dans la région et dans le monde. La montée actuelle des luttes aux Philippines ou d'importants développements en d'autres points du monde peuvent bouleverser les règles du jeu diplomatique actuel, qui fait la part belle aux grandes puissances. Le Vietnam, dans un environnement contre-révolutionnaire, n'est pas la même chose qu'un Vietnam qui serait libéré, grâce à de nouvelles victoires révolutionnaires, des pressions les plus dangereuses qui s'exercent sur lui.

Ainsi, l'on se trouve à nouveau confrontés au devoir de solidarité avec les luttes anti-impérialistes, dans la région et dans le monde. C'est une façon concrète d'aider à briser l'isolement dangereux des révolutions indochinoises et de modifier en leur faveur les rapports de forces avec l'impérialisme aussi bien qu'avec les bureaucraties soviétique et chinoise.

Propos recueillis
par Claude DEVILLIERS,
le 7 mai 1985.

5. Comecon : Conseil d'assistance économique mutuelle, créé en 1949, et qui regroupe actuellement l'Union soviétique, la RDA, la Bulgarie, Cuba, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et le Vietnam.

Développement d'un courant syndical lutte de classe

Entretien avec Paul Tomiche,
dirigeant du MASU

LE mouvement syndical guadeloupéen a une longue tradition de cartellisation qui est déterminée en fonction des différents courants politiques qui traversent le mouvement ouvrier et populaire local. Ainsi, la Confédération générale des travailleurs guadeloupéens (CGTG) est très liée au Parti communiste guadeloupéen (PCG), tandis que d'un autre côté, l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG) fait partie du « camp patriotique », qui regroupe les organisations politiques et syndicales dans la mouvance de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG).

Cette division syndicale s'est cristallisée dans des pratiques de rejet de l'unité d'action entre ces deux centrales, fondées le plus souvent sur la base de considérations politiques. Par ailleurs, chacun à leur manière, ces deux courants syndicaux ont tendance à mener le combat revendicatif en fonction des conceptions politiques générales des partis dans lesquels ils se reconnaissent.

Depuis quelques années s'est toutefois développé en Guadeloupe un courant syndical nouveau, avec la création du Mouvement d'action syndical unifié (MASU) en 1980. Ce courant prône l'unité d'action syndicale et se revendique d'une conception de lutte des classes. Il s'est rapidement développé dans les dernières années et compte, à l'heure actuelle, plusieurs milliers d'adhérents, principalement circonscrits pour l'instant dans certains secteurs de travailleurs urbains.

Nos camarades du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, militent activement en Guadeloupe au sein du MASU. Ils sont totalement partie prenante de sa construction et de sa direction. Ils entendent ainsi participer au développement d'un courant lutte des classes anticolonialiste de masse dans le mouvement ouvrier guadeloupéen.

Nous publions ci-dessous l'interview de Paul Tomiche, un des initiateurs du MASU, qui est aujourd'hui son principal porte-parole.

« INPRECOR » : — Peux-tu nous retracer les circonstances dans lesquelles s'est constitué le MASU ?

Paul TOMICHE : — Le MASU est le produit de la fusion de deux organisations syndicales issues de la Confédération générale des travailleurs guadeloupéens (CGTG), dont les dirigeants en avaient été exclus après les élections sénatoriales de 1968. Cette période correspondait aussi à celle de la scission qui est intervenue au sein du Parti communiste guadeloupéen (PCG) en 1966. Lors des élections sénatoriales de 1968, les dirigeants de la CGTG, qui étaient par ailleurs conseillers municipaux de communes dirigées par le PCG, ont voté en faveur d'un candidat sénateur propriétaire terrien, gros patron de la banane, qui se trouvait à l'époque être le responsable de l'UDR en Guadeloupe. Des responsables syndicaux qui représentaient à l'époque l'aile marchante de la CGTG dénoncèrent ce vote, qui résultait d'un accord entre le PCG et ce représentant des bananiers. Et c'est pour cela que nous avons été exclus de la CGTG.

Les sections syndicales du commerce et du bâtiment ont suivi leurs dirigeants exclus. Ce fut le cas du Syndicat professionnel des employés du commerce (SPECOG) et des syndicalistes issus de Fraternité ouvrière, une structure qui avait existé avant même la création de la CGTG.

Ainsi, dans une période politique particulièrement difficile du fait de la répression coloniale de mai 1967 (1), nous avons, chacun de notre côté — ceux du bâtiment et ceux du commerce — réussi à maintenir nos sections syndicales en état. Ces structures syndicales ont renoué séparément avec une orientation politique qui, finalement, leur était commune. Et quelques années plus tard, le SPECOG et Fraternité ouvrière, qui était entre temps devenue la Fédération des travailleurs guadeloupéens (FTG), ont pensé qu'il fallait se donner les moyens de réunir leurs forces. Et c'est ainsi qu'est né, en avril 1980, le MASU.

— Le MASU est donc né sous le signe de l'unité ?

— En effet, le MASU n'est pas une organisation syndicale de plus, créée dans un esprit de division du mouvement ouvrier. C'est au contraire une organisation qui a eu, dès l'origine, comme souci majeur la réunification de l'ensemble du mouvement ouvrier syndical en Guadeloupe et qui est donc très sensible au thème de l'unité d'action syndicale.

1. Intervenue à l'issue d'une vague de grèves et de mobilisations anticoloniales, la manifestation du 26 mai 1967 a été violemment réprimée par le pouvoir colonial. On chiffre à environ 40 le nombre des victimes.



Dans un quartier populaire à la Guadeloupe. (DR)

Nous avons, de ce fait, proposé plusieurs discussions à d'autres organisations syndicales sur la nécessité de forger une centrale unique des travailleurs en Guadeloupe. Pour l'instant, chacune de ces organisations ont, de leur côté, pensé que cette idée était valable. Mais, finalement, les discussions concrètes ont été rompues, car il existe dans le mouvement syndical une attitude qui veut que chaque organisation syndicale représente en fait un courant politique. Pour la CGTG, c'est le PCG, tandis que le correspondant politique de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG) est l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG). L'UGTG fait en effet partie de ce qu'on appelle le camp patriotique, un regroupement d'organisations liées à l'UPLG et à sa stratégie politique. Quant à l'UGTG-CFDT (2), avec laquelle nous avons eu l'occasion d'agir en commun, elle a préféré faire cavalier seul après la victoire électorale de la gauche en France en mai 1981. Nous nous sommes donc trouvés en désaccord également avec l'UGTG-CFDT ces dernières années.

Il existe néanmoins des organisations syndicales qui demeurent sensibles à cette question de l'unité. C'est le cas, par exemple, de l'Union de défense des intérêts communs des travailleurs de la santé (UDIC), qui est implantée dans le secteur hospitalier et qui s'est sentie de plus en plus proche des orientations défendues par le MASU. Après une période de travail syndical en commun, la question de la fusion avec ce secteur est actuellement à l'ordre du jour. Et il est probable que cela se concrétisera à l'occasion du pro-

chain congrès du MASU, et peut-être même avant.

Le MASU va ainsi représenter un poids de plus en plus important par rapport aux autres forces syndicales. Mais nous affirmons toujours que nous sommes favorables à la discussion avec les autres organisations syndicales en vue de faire avancer l'unité syndicale. Malheureusement, nous avons proposé à plusieurs reprises l'organisation en commun de manifestations du 1er mai, mais nos appels sont toujours restés sans résultat.

— Peux-tu nous donner quelques éléments plus concrets pour illustrer la place actuelle du MASU dans le mouvement syndical en Guadeloupe ?

— Le MASU comptait entre 2 700 et 3 000 adhérents en janvier 1985. Mais, à la suite des récents conflits sociaux que nous avons dirigés, nous avons encore dû grossir nos rangs de 100 à 200 nouveaux adhérents. C'est tous les jours que des travailleurs non organisés syndicalement réclament leur adhésion au MASU. D'autres groupes de travailleurs syndiqués dans d'autres structures cherchent aussi à adhérer aux sections du MASU qui existent. Aussi, nous pouvons affirmer que le MASU représente actuellement la seconde force syndicale de la Guadeloupe, derrière la CGTG et à égalité avec l'UGTG.

Les résultats obtenus par l'action du MASU sont effectivement explicites. Il n'y a pas d'actions revendicatives entreprises par des travailleurs, appuyés par le MASU ou adhérents du syndicat, qui n'aient été couronnées de succès au cours

de la dernière période. Or, il est rare en ce pays, de trouver régulièrement, au bout d'une lutte, une victoire pour les travailleurs. Depuis quelques temps, disons environ une année, dès que nous engageons une actions revendicative, nous la remportons.

— As-tu quelques exemples précis à nous donner ?

— Sur le port autonome de la Guadeloupe, toutes les luttes que nous avons menées ont été victorieuses. A la Compagnie générale maritime (CGM), qui détient une position de monopole dans l'import-export, nous avons aussi obtenu satisfaction. Toutes ces luttes portaient sur les salaires, les conditions de travail, sur le non respect des accords passés avec les patrons, et sur l'arrogance patronale. Nous avons mené, il y a quelque temps, deux luttes simultanées, l'une à la CGM, sur le non respect des accords, et l'autre dans les grandes surfaces, sur les salaires. Et nous avons gagné en même temps ces deux actions. Nous avons récemment remporté un conflit contre les établissements commerciaux Reynoard, pour le maintien de 58 travailleurs licenciés. Cette lutte fut très dure et se prolongea pendant 4 semaines, et nous avons finale-

2. L'Union interprofessionnelle guadeloupéenne de la CFDT est une organisation formellement indépendante de la confédération syndicale française, avec laquelle des pourparlers de fusion avaient été engagés par le MASU. Ces négociations ont avorté avec l'arrivée de la gauche au gouvernement en France.

ment remporté la victoire. En termes de lutte et de capacité d'actions militantes, et sans forfanterie aucune, nous sommes donc la première organisation syndicale de la Guadeloupe sur le terrain de la lutte des classes.

Si nous parvenons ainsi à remporter des luttes, c'est parce que les travailleurs sont conscients que le MASU est une organisation syndicale de lutte des classes qui essaye autant que possible de ne pas faire de compromissions avec le patronat. Or, il y a ici une fâcheuse tendance dans le mouvement syndical qui veut qu'il faille atténuer ou accentuer une lutte en fonction de l'interlocuteur patronal que l'on a en face de soi. Ainsi, les actions peuvent être modulées suivant qu'il s'agit d'un patron de couleur, d'un Béké ou encore d'un patron français (3). Quant à nous, nous affirmons que la lutte des classes est une lutte contre la bourgeoisie, contre le capitalisme, contre le colonialisme et, par conséquent, nous ne faisons pas de distinguo entre les patrons suivant leur appartenance ethnique. Il y a un capital, un patronat en face des travailleurs, et nous nous battons contre lui.

Nous avons le sentiment que cette orientation de lutte des classes paye, car les travailleurs se rendent bien compte que, même s'ils vont le dimanche à l'Eglise avec leur patron, ils se battent contre ce même patron tout au long de la semaine. Le MASU est donc de ce fait une organisation qui a gagné en estime, en sympathie et en confiance de la part des travailleurs et pas simplement de ceux qui y sont syndiqués.

— Dans quel secteur le MASU est-il actuellement implanté ?

— Le MASU était essentiellement implanté, à l'origine, dans les secteurs du commerce et du bâtiment. Puis, les travailleurs du port autonome, de la CGM, des entreprises du plastique l'ont rejoint, ainsi que des travailleurs du secteur de l'automobile (garages, réparations), des cantines scolaires, des employés municipaux, des banques et assurances... La tendance actuelle est en quelque sorte à ce que le MASU s'implante dans tous les secteurs de travailleurs.

— Mais, pour l'instant, le MASU reste néanmoins une organisation syndicale de travailleurs urbains ?

— Nous avons aussi la volonté d'organiser des travailleurs dans le secteur rural. Il y a déjà des travailleurs agricoles qui ont pris contact avec nous dans ce but. L'organisation des travailleurs du secteur agricole est une chose importante, notamment dans le secteur de la banane, où il y a des conflits réguliers avec les gros planteurs. Certains petits planteurs qui tentent de se débrouiller en coopératives, malgré la mainmise de ces gros Békés sur la production bananière, pensent aussi qu'ils pourraient s'organiser en collaboration avec le MASU, pour éviter notamment les retombées négatives pour eux de

certaines conflits sociaux qui interviennent entre les travailleurs du port ou du commerce et les gros bonnets de l'import-export. En effet, cela peut entraîner des difficultés dans l'embarquement des productions de ces petits planteurs, lorsque des grèves éclatent au port autonome ou à la CGM. Il n'y a pour nous aucune raison pour que les petits planteurs gravement endettés ne s'intègrent pas au MASU.

Il y a, par ailleurs, des ouvriers agricoles qui travaillent sur les plantations de bananes des grands planteurs, qui sont actuellement intéressés par l'idée de lancer une section du MASU dans ce secteur. Il est certain que tout cela nous pose des problèmes d'organisation et d'encadrement de ces nouveaux secteurs syndicaux. Car nous ne disposons pas de l'encadrement nécessaire pour animer correctement tous les secteurs qui sont susceptibles de rejoindre nos rangs, et cela, du fait même du développement rapide du MASU. Mais, comme ce sont là des travailleurs aguerris qui ont un minimum d'expérience, nous pensons qu'ils pourront par eux-mêmes prendre en charge leurs revendications et leurs luttes, avec l'apport logistique du MASU.

— La CGTG et l'UGTG apparaissent comme des centrales syndicales en crise. Le MASU se développe de son côté. N'assiste-t-on pas là au début d'une recomposition en profondeur du mouvement syndical en Guadeloupe ?

— Il y a cette recomposition qui se fait au détriment des deux autres organisations syndicales, la CGTG et l'UGTG. Mais il ne faut pas perdre de vue un élément. Protestation à Paris contre le colonialisme français. (DR)



ment important de la réalité syndicale guadeloupéenne : ces deux syndicats sont liés à des courants politiques. La CGTG a donc ses fidèles, tout comme les partisans du camp patriotique se reconnaissent dans l'UGTG. Mais il y a des travailleurs qui pensent que ces organisations ne vont pas jusqu'au bout de ce que les travailleurs espèrent, et que seul le MASU pourra jouer ce rôle et remporter des victoires. Il y a donc deux phénomènes parallèles à l'œuvre dans le mouvement syndical. Un phénomène de recomposition qui va s'accroissant en rapport avec la crise sous-jacente qui touche la CGTG et l'UGTG. Et il y a aussi, dans des entreprises nouvellement créées par exemple, des travailleurs qui choisissent le MASU pour ses formes de lutte et en fonction de sa détermination à faire aboutir les revendications des travailleurs. Je ne pense pas que l'on puisse dire, dans l'immédiat, que le MASU va capitaliser les effets de la crise de chacune des deux autres organisations syndicales en question. Mais il y a un phénomène nouveau dans ce fait que des travailleurs préfèrent le MASU à d'autres organisations syndicales, parce que celui-ci représente un syndicalisme nouveau.

— La Conférence des dernières colonies de la France vient de se terminer (4). Quelle est la position du MASU par rapport à cette initiative prise par l'UPLG et d'autres organisations anticolonialistes des DOM-TOM ?

— Cette conférence est une initiative qui est bonne en soi. Mais nous n'en étions pas partie prenante, parce qu'il y avait cette volonté d'exclusive dans le camp patriotique. Pour l'UPLG et le camp patriotique, il y a d'un côté les organisations qui leur sont satellisées, et il y a les autres, que l'on cherche à minoriser. C'est le cas du MASU et d'autres organisations anticolonialistes. Le PCG avait aussi sa place à cette conférence, comme la CGTG et comme nous-mêmes, et de plein droit, parce que nous sommes un morceau du mouvement anticolonialiste. Mais nous n'avons pas été invités. On nous a seulement fait part de la tenue de cette conférence.

Pour nous, l'unité anticolonialiste en Guadeloupe passe par un débat entre tous les courants qui se réclament du mouvement anticolonialiste. Nous avons déjà proposé des états-généraux des organisations anticolonialistes politiques et syndicales. Nous maintenons que ce sera peut-être la voie pour pouvoir parvenir effectivement à la décolonisation de la Guadeloupe en évitant de tomber dans une situation néo-coloniale. ■

Propos recueillis
par Vincent KERMEL,
Pointe-à-Pitre, 9 avril 1985.

3. Les Békés sont les habitants des Antilles d'ascendance blanche. Ils concentrent entre leurs mains l'essentiel de la propriété foncière en Guadeloupe, où l'on rencontre aussi des propriétaires martiniquais.

4. Sur la Conférence des dernières colonies de la France, cf. *Inprecor* numéro 195 du 29 avril 1985.

L'impasse du dialogue national et la préparation de la grève civique nationale

L'ACTUELLE situation politique colombienne est clairement caractérisée par trois facteurs fondamentaux : la participation du gouvernement au groupe de la Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela), lequel est soumis au récent plan Reagan sur l'Amérique centrale et à l'escalade dans cette région de l'agression nord-américaine ; l'impasse des négociations internes dans le cadre du processus dit du Dialogue national, qui avait été enclenché en 1984 après la signature d'une trêve entre les forces armées gouvernementales et les principales forces de la guérilla (1) ; la préparation, à partir

de l'initiative du courant syndical classiste et indépendant, de la troisième grève civique nationale, qui devrait se tenir dans les prochains mois.

La conjonction de ces éléments définit une importante modification de la conjoncture politique. L'analyse de ces modifications et la définition d'une orientation politique qui permette au mouvement populaire de refaire son retard de mobilisation dû à la précédente période de reflux, voilà une tâche importante pour les révolutionnaires. C'est d'ailleurs aujourd'hui l'objet d'un débat animé au sein de la gauche colombienne.

Jorge BUARQUE

En Colombie comme dans la plupart des pays voisins, étant donné le système présidentieliste en vigueur, c'est l'exécutif qui légifère. Aussi, dans la dernière période, le gouvernement s'est-il attaché à soumettre à l'approbation du Parlement trois ensembles de mesures.

En premier lieu, suite à la trêve militaire établie avec la guérilla et à l'amnistie décrétée par le président Belisario Betancour un mois après son élection en mai 1982, une révision des peines pour les activités terroristes a été promulguée. Il s'agit toutefois d'une loi très limitée, se situant dans ses propositions bien en deçà de ce qu'on avait pu espérer. De plus, dès le début, cette loi a été sabotée par une pression constante des secteurs les plus droitiers du régime. Ce premier ensemble de mesures incluait également une réforme électorale, très discrète au demeurant, qui ne reprenait pas à son compte les modifications exigées en ce domaine par les larges secteurs populaires qui réclamaient l'élection directe des maires au suffrage universel, l'abolition du monopole bipartiste sur les mécanismes institutionnels traditionnels, etc. (2)

Le deuxième ensemble de mesures traitait de la « décentralisation » et représentait en fait une grave restriction du droit de négociation collective pour les fonctionnaires.

Enfin, le troisième ensemble de mesures proposait une série de dispositions destinées à réduire le déficit fiscal.

Les espoirs de réformes démocratiques créés par le processus de Dialogue national, qui regroupait les représentants du gouvernement, des secteurs professionnels et populaires, ainsi que des forces de la guérilla qui avaient accepté la trêve, se sont trouvés complètement anéantis. Simultanément, les secteurs politiques et militaires opposés à cette trêve exigeaient le désarmement des groupes guérilleros, menaçant de relancer une guerre interne s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Mesurant bien les conséquences de cette impas-

se, le Mouvement du 19 avril (M-19) écrivait il y a quelques mois : « Avec le dialogue national, le gouvernement a voulu réécrire la "Chronique d'une mort annoncée" (titre d'une nouvelle de l'écrivain colombien Garcia Marquez, ndlr.) Il a voulu restreindre le dialogue à des réunions de salon et à des commissions, il a voulu le concentrer à Bogota, retarder sa concrétisation et ses conclusions, enfin, il a voulu le transformer en un forum supplémentaire où l'on boit le café. » (3)

L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT ET DE LA DROITE

La période de reflux des luttes populaires, qui est intervenue après la première grève civique nationale de 1977, a coïncidé avec l'intensification des actions militaires du régime, dans les campagnes contre les paysans et dans les villes contre le mouvement populaire, avec le développement de la torture, des enlèvements, le renforcement de l'état d'urgence et la multiplication des pratiques d'intimidation à l'encontre des syndicats et des partis de gauche. Sous le gouvernement de Cesar Turbay Ayala, entre 1978 et 1982, la situation a été marquée par le développement d'un important mouvement pour le respect des droits de l'homme et contre la répression. C'est ainsi que s'est exprimée la riposte populaire, démontrant par là-même son caractère défensif. C'est ce qui explique l'échec de la deuxième grève civique nationale de 1981.

La pression de ce mouvement démocratique, conjuguée au maintien du mouvement de guérilla, a entraîné un renforcement de la répression et déterminé un changement d'orientation de la bourgeoisie colombienne, qui disposait alors d'un rapport de forces assez favorable par rapport au mouvement ouvrier. Cela s'est traduit dans la victoire électorale du candidat du Parti conservateur, Belisario Betancour, lors des élections présidentielles de mai 1982. La signature de l'amnistie, juste après l'investiture de Betancour, la formation de la Commission de paix, re-

groupant des secteurs de la gauche et des personnalités du bipartisme bourgeois qui participèrent aux mouvements démocratiques des années passées, et la négociation avec la guérilla, représentaient l'application d'un volet du programme électoral de Betancour. L'accord de trêve adopté avec la guérilla en 1984 prévoyait que celle-ci n'étendrait pas son influence militaire, mais qu'elle conserverait ses armes et ses bases dans les campagnes. Il était prévu que le gouvernement devrait procéder, par le biais du Dialogue national, à une consultation de toutes les parties investies dans ce processus, pour présenter ensuite au Parlement un ensemble de réformes démocratiques dans les domaines agricole, salarial, politique et électoral, tout en priorisant les réformes politiques et électorales. Malgré les premières réticences manifestées par l'appareil militaire, les détenteurs du pouvoir institutionnel finirent par s'accommoder de la politique de Betancour.

De son côté, la guérilla accepta de négocier la trêve, à la fois pour obtenir un laps de temps suffisant pour se réorganiser après les fortes attaques de l'armée, mais aussi parce que le processus de paix ainsi enclenché suscitait un énorme espoir populaire. Ce faisant, la guérilla acceptait aussi, pour poursuivre la lutte pour l'application des réformes contenues dans l'accord, un certain type de mécanismes institutionnels destinés par ailleurs à contrôler son développement. Toutefois, cette attitude ne s'est jamais traduite par

1. C'est le 28 mars 1984 qu'une trêve a été conclue entre l'état-major des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et certains membres de la Commission de la paix. Cet accord a ensuite été ratifié par le président de la République, Belisario Betancour. Il est entré en vigueur le 28 mai 1984. Le 24 août suivant, c'est le M-19 qui a signé à son tour un accord de cessez-le-feu avec le régime.

2. Le bipartisme bourgeois, qui domine la vie politique colombienne, est caractérisé par l'alternance au pouvoir et dans les institutions, du Parti libéral et du Parti conservateur.

3. Document de la direction nationale du M-19 du 27 février 1985.



Des mineurs colombiens. (DR)

la capitulation de la guérilla face au gouvernement ou par la remise des armes.

Bien au contraire, l'élargissement de l'espace politique des organisations de guérilla et le caractère pressant, populaire et fondamental des propositions de réformes sur lesquelles a reposé leur agitation politique dans une situation d'aggravation rapide de la crise sociale, leur ont permis d'étendre leur influence et d'améliorer de manière substantielle le rapport des forces en leur faveur. Et, de fait, l'écrasante majorité du mouvement syndical indépendant adopte aujourd'hui une orientation pro-guérilla.

Cette évolution de la situation, défavorable au gouvernement, qui est resté confiné dans les limites d'une politique démagogique de « réformisme sans réformes », dans un contexte de grande tension sociale, marqué par l'aggravation de la crise économique a entraîné une grande partie de la bourgeoisie à modifier son attitude. Des secteurs bourgeois de plus en plus nombreux, influencés par l'ambassade américaine et ayant comme porte-parole le principal quotidien du pays, *El Tiempo*, en appellent aujourd'hui à mettre fin à la trêve avec la guérilla et réclament une plus grande militarisation de la société. Dans une de ses déclarations, le procureur général de la République a ainsi accusé la guérilla de violer les accords passés avec le gouvernement. Un communiqué des forces armées, signé par le ministre de la Défense, le général Vega Uribe, annonçait il y a quelques mois que « les Forces armées contrôleront la portée des accords passés entre le gouvernement et la guérilla et que, de toute manière, dans tout le pays, les militaires seront présents » (4). Cette menace se réfère tout particulièrement aux zones occupées par les guérilleros. Quatre jours plus tard, le même général menaçait « les accords d'une sévère vigilance militaire » (5).

Les principaux porte-parole de cette attitude de rupture des accords de trêve sont, pour l'essentiel, l'ex-président Cesar Turbay Ayala, ainsi que le conservateur Gomez Hurtado, l'un des principaux

candidats à la succession de Betancour pour les prochaines élections présidentielles de mars 1986. Ce dernier en est même venu à exiger la remise des armes pour une partie de la guérilla en affirmant : « S'ils ne déposent pas les armes, nous devons les leur arracher. » Turbay Ayala, pour sa part, dénonce le fait que « l'actuel processus de paix manque d'un solide fondement institutionnel » (6). Virgilio Barco, candidat aux présidentielles de la fraction du Parti libéral fidèle à Turbay Ayala, s'est aussi exprimé dans le même sens.

Dans ce cadre, tous les secteurs de l'armée se préparent à de nouvelles agressions contre le mouvement de masse. Le général Bernardo Henao, ancien commandant de l'armée nationale, annonce dans la presse que « le pays est au bord de la guerre civile », tandis que le Conseil national de sécurité se préoccupe de savoir comment « les accords de paix doivent conduire au renforcement de l'autorité », ce qui implique « une définition claire de la remise des armes ».

De son côté, Betancour tente de maintenir le dialogue avec la guérilla, avec un minimum de concessions pour conserver une marge de manœuvre, obtenir sa légitimation au pouvoir et gagner du temps pour instaurer les mécanismes institutionnels nécessaires pour les importantes attaques qu'il veut porter aux masses dans les domaines économique et social.

Sous l'influence directe du Fonds monétaire international (FMI), la politique économique du gouvernement Betancour s'est concrétisée par la limitation des augmentations de salaire, l'élimination des aides aux produits de première nécessité, la dévalorisation du peso, la libéralisation des importations, le blocage des taux d'intérêt, le licenciement massif de fonctionnaires et, finalement, la collaboration avec l'OPIC (Overseas Private Investment Corporation), organisme qui protège les capitaux étrangers investis en Colombie et qui transmet au tribunal américain tout conflit qui pourrait apparaître à ce sujet. Alors que le chômage est

officiellement de l'ordre de 14,5 % de la population active mais qu'il dépasse en réalité largement ce chiffre, et alors que la désorganisation de l'activité productive et de distribution alimentaire de gigantesques secteurs informels, spéculatifs et marginaux, l'effet de ces mesures gouvernementales n'est pas difficile à imaginer. Pourtant, le gouvernement colombien s'enorgueillit d'avoir demandé au FMI qu'il exerce un droit de regard trimestriel sur la politique économique et financière colombienne, même si pour le moment il n'y a aucun emprunt en cours auprès de cette institution internationale.

Cette situation favorise un processus de radicalisation qui se manifeste simultanément par l'accroissement de l'influence politique des organisations de la guérilla dans les villes et par la préparation d'une grève civique nationale, qui est devenu le principal objectif du courant syndicaliste combatif. C'est une évolution politique qui tend à limiter de jour en jour l'espace du « dialogue » institutionnalisé par le gouvernement.

Dans l'éventualité où des secteurs croissants de la bourgeoisie seraient à la recherche d'une alternative, ils pourront compter pour les prochaines élections présidentielles avec deux personnalités qui cadrent bien avec la « turbayisation » du régime : Gomez Hurtado et Virgilio Barco. Face à Turbay Ayala, qui demande le rétablissement de l'état d'urgence mis en place pendant son mandat et qui conduisit à une répression généralisée, et pressé de tous les côtés, Betancour essaie de démontrer plus clairement quels sont ses véritables objectifs, à travers le « processus de paix ». Ainsi, la trêve avec la guérilla est systématiquement violée, les enlèvements et les assassinats de dirigeants paysans s'accroissent, le congrès du M-19 a été interdit et ses bases militaires ont été par deux fois l'objet d'opérations militaires, d'encerclements et de bombardements.

LE DÉVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS DE GUÉRILLA

La guérilla moderne a débuté dans les années 1964, forte de la tradition des guerres paysannes et de l'auto-défense face aux agressions des grands propriétaires terriens. C'est à cette époque qu'apparaissent les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), sous l'hégémonie du Parti communiste colombien (PCC) et qui, avec 4 000 guérilleros, sont aujourd'hui encore numériquement la plus grande force de la guérilla. Constituées dans leur majorité par des paysans qui continuent à travailler la terre, les FARC diffèrent des autres mouvements guérilleros, construits quant à eux sur la base d'un projet de création d'un corps armé et mobile.

En 1973, le départ de certains cadres des FARC donne naissance au M-19, qui se réclame du castrisme et du guévarisme.

4. *El Tiempo*, Bogota, 13 mars 1985.

5. Idem, 17 mars 1985.

6. Idem, 18 mars 1985.



L'armée colombienne montre sa force. (DR)

Le M-19 entame des actions dans les villes, se faisant ainsi connaître par des initiatives osées et bénéficiant d'une bonne publicité.

Récemment, l'augmentation de l'influence politique de la guérilla a également coïncidé avec une plus grande division de ses rangs. Actuellement, 11 groupes sont impliqués dans la lutte armée, mais ils ne dépassent pas un total de 10 000 guérilleros, selon des chiffres émanant de ces groupes. Ils interviennent face à une armée forte de 120 000 soldats bien encadrés, « un corps armé au service des minorités et orienté vers une guerre intérieure », selon les propres termes d'un commandant du M-19. Mis à part sa supériorité numérique, l'armée contrôle les villes, où se concentre la majorité de la population, et qui représentent un secteur d'une importance prépondérante en termes économiques, sociaux et politiques.

Le processus de trêve représente une brèche dans l'impasse dans laquelle se trouvait la guérilla. C'est la modification la plus substantielle introduite dans le panorama politique colombien. Cela a permis aux organisations de la guérilla, au-delà d'une nécessaire réorganisation militaire et d'un renforcement de leur recrutement, une plus grande influence dans les villes, où leurs porte-parole peuvent circuler librement grâce à des sauf-conduits délivrés par le gouvernement lui-même. Les positions politiques des organisations qui dirigent la guérilla sont reproduites dans les médias, et il leur est possible d'intervenir ouvertement à tout moment. La grande manifestation appelée par le M-19 au

centre de Bogota, le 15 mars dernier, juste à la veille de la rencontre de Salitre qui s'est prononcé pour la grève civique (cf. interview pages suivantes) a réuni une foule de 20 000 à 50 000 personnes selon les différents observateurs.

Le succès politique des organisations de la guérilla est directement lié à la nature même de la crise sociale que connaît le pays et, en conséquence, à la crise politique que vit son régime. Prisonnière des mille liens de la dépendance extérieure, pieds et poings liés à l'oligarchie et aux grands propriétaires terriens, la bourgeoisie colombienne est incapable d'accomplir la moindre réforme agraire, elle ne parvient pas à se défaire du poids du bipartisme qui corrompt tout l'appareil d'Etat, les affaires sociales, le commandement de l'armée, dans un pays où l'abstention électorale atteint 80 %. Ainsi, elle continue à éluder le problème des élections directes ou de la formation d'une commission électorale impartiale.

Alors que l'espérance populaire de voir réellement aboutir positivement le processus de paix n'a fait que s'intensifier et qu'il s'est formalisé autour de certaines revendications démocratiques élémentaires — comme la réforme agraire, la réforme urbaine au travers de la réorganisation de l'espace habitable, les réformes démocratiques et électorales, l'instauration de garanties démocratiques contre la violence policière et paramilitaire — le régime s'est de plus en plus trouvé face à une impasse, notamment du fait de l'accroissement rapide du mécontentement et de la radicalisation des masses. Le M-19, en particulier,

a compris ce phénomène. Sa direction précisait récemment que « le dialogue doit s'étendre à tout le pays. Ce doit être le scénario où se feront entendre la voix de ceux qui n'ont pas de voix » (7). Alvaro Fayad, dirigeant central du M-19, résumait ainsi sa tactique de lutte pour des objectifs démocratiques et des revendications sociales, en affirmant : « Alors que la majorité du pays a repris comme drapeau la paix et la démocratie, le gouvernement, lui, en est venu à s'éloigner d'elles jusqu'à les abandonner définitivement. » (8)

De son côté, le gouvernement met en place un plan d'austérité comprenant de fortes attaques anti-populaires. Dans cette situation et face aux tensions sociales déjà évidentes, une réforme démocratique importante serait une amorce vers de nouvelles transformations incontrôlables par le régime. Et c'est ce qui explique la crispation actuelle du pouvoir. Interprétant la position du gouvernement, le député libéral Bula Hoyos, coordinateur de la Commission nationale du dialogue, a déjà affirmé qu'il n'y aurait pas d'accord possible sur la mise en place d'une Assemblée constituante ou sur l'organisation d'un plébiscite national sur le processus de dialogue, qui est une revendication du M-19. Parallèlement, les pressions des secteurs les plus réactionnaires s'accroissent sous l'égide de l'ancien président Turbay Ayala.

7. Document de la direction nationale du M-19 du 27 février 1985.

8. Déclaration faite à la revue *Semana*, Bogota, 25 février 1985.

L'évolution de la situation politique tend donc à confirmer les deux grandes tendances, d'un côté l'influence croissante dans la vie politique des organisations de guérilla et, de l'autre, celle d'une droite militariste qui cherche à contrôler plus strictement les mécanismes du pouvoir pour retrouver son rôle central sur la scène politique.

LA TROISIEME GREVE CIVIQUE NATIONALE

Le premier trimestre de 1985 a confirmé la rapide aggravation de la situation sociale. Après une importante période de confusion et de démobilisation, le mouvement social se réorganise autour de la bataille pour l'organisation d'une grève civile nationale. Durant les premiers mois de l'année en cours, 46 organisations syndicales nationales ou régionales ont mené des conflits sociaux et, dans certains cas, ont eu à souffrir une forte répression. L'armée a par exemple attaqué une assemblée de travailleurs de l'entreprise Ecopetrol à Barrancabermeja, où une grève s'organisait. Une de ces luttes, la grève nationale des fonctionnaires, du 21 février 1985, a clairement démontré la capacité de riposte qui est en train de se manifester dans le mouvement syndical et populaire. Il y a eu, lors de cette action, 80 % de grévistes dans un secteur traditionnellement contrôlé par les appareils politiques du bipartisme.

Dans ce contexte, le plan d'austérité impulsé par Betancour n'a fait que confirmer la nécessité d'une riposte d'ensemble. L'idée d'une grève nationale est reprise des récentes expériences des grèves précédentes, celle de 1977, qui a été un énorme succès, et celle de 1981, qui a connu un échec relatif, dans une situation où le mouvement ouvrier se trouvait sur la défensive. Le revirement actuel de la situation en ce domaine, même s'il reste encore fragile, permet néanmoins, à partir de l'appel qui est déjà lancé, d'envisager des possibilités de réussite de cette grève civile nationale.

L'initiative en a été prise lors de la rencontre de Salitre, qui a réuni près de 7 000 délégués, dirigeants et militants syndicaux. Seule la Centrale syndicale des travailleurs colombiens (CSTC), liée au PCC, était représentée lors de cette rencontre. Mais des fédérations de l'Union des travailleurs colombiens (UTC) ont envoyé des délégués qui ont ensuite réussi à imposer à leur centrale le soutien à la grève. Le secrétaire de la Confédération des travailleurs colombiens (CTC) était également présent, en tant qu'observateur. Au sein de l'organisme national de direction de la préparation de la grève, qui a été mis en place, des postes ont été retenus pour toutes les centrales syndicales qui s'engageraient à y appeler. Un plan de mobilisations concrètes a été établi pour organiser les formes de pression sur les directions bureaucratiques syndicales de droite, pour assurer leur participation effective à cette grève. En 1981, ce fut justement leur retrait à la dernière minute qui provoqua le relatif échec de la grève.

L'appel du Comité provisoire pro-centrale unitaire, structure de coordination des initiateurs du processus d'unification syndicale, a défini les objectifs de la prochaine grève nationale de la manière suivante : il faut, affirme leur communiqué, « *répondre à la politique du gouvernement et de l'impérialisme nord-américain, et arracher des transformations politiques, économiques et sociales au service du peuple* ». Le discours de clôture de la rencontre de Salitre reprend les mêmes orientations, en affirmant : « *Le peuple colombien fera la grève civile nationale parce que nous n'acceptons pas les pressions de l'impérialisme et du FMI, fondées sur la dette extérieure du pays, toujours plus lourde, due aux taux d'intérêt onéreux que paient les travailleurs. C'est pourquoi nous lançons la consigne de blocage des taux d'intérêt et d'amortissement de la dette extérieure.* »

Cette mobilisation crée de nouvelles conditions favorables pour le développement du processus d'unification syndicale qui, jusqu'à présent, ne touchait que des secteurs de la gauche syndicale, la CSTC et certains secteurs syndicaux de lutte de classe. Le Parti communiste marxiste léniniste (PCML), qui a une importante influence dans le mouvement syndical rural de la côte Atlantique, et qui était jusqu'à présent engagé dans un processus de construction d'une Centrale révolutionnaire, s'est rapproché de l'idée de la nécessité d'une centrale unitaire. Cette évolution est liée à une réorientation politique du PCML, dont les signes les plus évidents sont représentés par le début de rupture des relations traditionnelles que ce parti entretient avec l'Albanie.

D'un autre côté, le processus d'unité syndicale représente un élément attractif en tant qu'expérience d'avant-garde. Ainsi, l'unification des quatre centrales et du courant syndical indépendant au sein d'une fédération unique dans la province de Santander s'est déjà traduite par une efficacité notable dans la lutte revendicative. L'influence du M-19 est à l'origine de ce processus. Dans la province de Bolivar, le renforcement de la fédération de l'Union des travailleurs de Bolivar (UTRABOL), affiliée à l'UTC, qui est surtout dirigée par des secteurs révolutionnaires, a constitué une force d'attraction qui peut là aussi mener à la création d'une fédération syndicale unique dans cette région.

Cette nouvelle situation s'est déjà traduite par l'augmentation de la capacité d'initiative syndicale locale. Ainsi, le 12 avril dernier, une grève civile régionale a été organisée à Cordoba pour protester contre la suspension, de la part du gouvernement, d'un grand projet d'investisse-

ment dans la région, lequel aurait permis la création de nouveaux emplois. On a assisté, lors de cette mobilisation, à une violente dénonciation du FMI.

Il est certain que les organisations de la guérilla interprètent cette situation de manière différente. Le M-19, pour sa part, tend à surestimer les potentialités immédiates et estime inévitable l'accentuation de la répression. Sa principale base de guérilla fonctionne comme un quartier général du mouvement, comme un « territoire libre », et le M-19 se prépare à former ou à appeler à la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, dès 1986. C'est pour cela que les orateurs du rassemblement du 15 mars dernier à Bogota présentaient la perspective de la grève civile nationale comme un acte insurrectionnel.

D'un autre côté, les secteurs de la guérilla qui ne participent pas à la trêve et qui sont en grande partie issus des FARC, présentent aussi cette grève nationale comme devant donner lieu à un affrontement à un degré élevé avec le régime. Un communiqué commun, adopté le 7 mars 1985 par différents groupes, tels que le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), l'Armée de libération nationale (ELN), le Frente Ricardo Franco (une importante scission des FARC lors de la trêve), le Commando Quintin Lame (organisation locale de Cauca) et Patria Libre, affirmait « *qu'il y a des conditions objectives et subjectives pour la réalisation d'une journée nationale de masse, combative et unitaire, qui centralise, exprime et unifie les différentes formes de lutte et d'organisation populaire régionale et nationale* ». En ce qui concerne les FARC, leur réaction est différente. Analysant la crise du bipartisme et l'augmentation de l'influence politique de la guérilla, les FARC ont lancé une opération politique opportuniste, qui consiste à opérer leur transformation immédiate en un mouvement politique légal, l'Union patriotique, qui a été créée le 30 mars dernier et dont la direction provisoire est composée par le commandement militaire des FARC. Cette organisation espère obtenir ainsi un appui supérieur à celui que n'importe quel autre front électoral du PCC pourrait obtenir, et appâter de la sorte certaines personnalités démocratiques. L'avenir de ce mouvement reste encore obscur, mais la volonté du PC d'englober tous les secteurs politiques est bien claire. Cela concerne aussi bien les libéraux que les conservateurs mécontents du tournant droitier de leurs organisations politiques et du régime.

Dès à présent, les conflits qui se dessinent autour de la préparation de la grève civile nationale, et de possibles affrontements militaires qui peuvent éclater à tout moment et sous le moindre prétexte, à l'initiative directe du gouvernement pour affaiblir les préparatifs de la grève, tendent à modifier le contexte antérieur, à savoir celui de la trêve et du dialogue national.

Certaines organisations de guérilla, l'Autodéfense ouvrière (ADO) et l'Armée populaire de libération (ELP), se sont

**ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !**

d'ores et déjà retirées des Commissions du dialogue, tout en admettant le fait qu'elles restent ouvertes aux discussions sur les « formules institutionnelles ». Fayad, dirigeant du M-19, a annoncé dès le 25 mars que la trêve était rompue, malgré le fait que son mouvement se maintienne dans les structures de négociation. D'un côté comme de l'autre, on fait le compte des fusils.

Aussi, la préparation de la grève civique nationale concentre toutes les évolutions politiques et sociales. Elle peut permettre l'augmentation de l'expression du mécontentement populaire et l'organisation de la lutte ouvrière à un niveau supérieur, favorisant l'amélioration du rapport de forces des secteurs combattifs contre les bureaucraties de droite. Cette situation clarifie la politique du régime aux yeux des masses et restreint les marges de manœuvre démagogiques de Betancour. Elle permet que s'opèrent des progrès vers l'unité d'action des organisations de guérilla et du mouvement syndical. Elle définit aussi avec plus de rigueur les projets politiques distincts de chaque courant qui se précisent dans le camp des forces de la guérilla tout comme au sein de la gauche.

Pour les socialistes révolutionnaires, la préparation de la grève civique nationale constitue un axe central d'intervention. La participation à cet effort de mobilisation est la forme la plus concrète d'intervention dans une telle situation politique où les révolutionnaires ne peuvent en aucun cas servir de couverture aux manœuvres démagogiques du gouvernement Betancour, dont la volonté d'obtenir la trêve avec la guérilla et de mettre en place des réformes démocratiques s'est surtout concrétisée par les plans d'austérité et par une répression croissante. A l'opposé d'une telle compromission, l'organisation indépendante du mouvement ouvrier dans le combat pour ses revendications économiques et sociales, affrontant de plein fouet le gouvernement de Betancour, est la condition sine qua non pour s'opposer à la militarisation et à la politique droitiste du régime, et préparer une alternative populaire. C'est dans le cadre de cette orientation que doit se définir une politique révolutionnaire.

La grève civique nationale conjugue, à travers l'action de masse, les luttes démocratiques, qui sont le premier emblème de la mobilisation, et des revendications sociales diverses, dont celles du mouvement ouvrier qui se trouveront à l'avant-garde.

Le succès de cette initiative permettrait de transformer le rapport des forces entre les classes dans le pays. Elle permettrait aussi de replacer les initiatives populaires au devant de la scène politique, au moment où le contexte international fait de la Colombie une région clef pour l'avancée des projets bellicistes de Ronald Reagan en Amérique centrale ou, au contraire, pour la survie et l'extension de cette révolution centro-américaine menacée.

Jorge BUARQUE,
Bogota, 20 avril 1985.

Vers la grève civique nationale

Interview de deux responsables syndicaux, membres du PSR

LES prochaines semaines vont être marquées, en Colombie, par la préparation de la troisième grève civique nationale. Des secteurs importants du mouvement syndical se sont déjà investis dans l'organisation de cette mobilisation populaire. Les militants du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale, en sont aussi totalement partie prenante. Nous publions ci-dessous l'interview de deux dirigeants de cette organisation, membres de son comité central, et qui participent par ailleurs à la structure de direction nationale mise en place pour préparer la grève civique.

Le camarade Nicolas Estrada est dirigeant du syndicat des chantiers navals de Cartagène, le CONASTIL, et président de la plus importante fédération syndicale de sa province, l'Union des travailleurs de Bolivar (UTRABOL), qui fait partie de la principale centrale syndicale du pays, l'Union des travailleurs colombiens (UTC).

Daniel Libreros est, quant à lui, dirigeant du syndicat national des fonctionnaires, la FENALTRASE, et membre de la Commission pro-centrale unitaire, qui est un organisme mis en place pour débattre des conditions de la création d'une future centrale syndicale unitaire des travailleurs.

« INPRECOR » : — Quelle est, dans ses grandes lignes, la situation politique actuelle et comment vient s'y intégrer la discussion préparatoire à la troisième grève civique nationale ?

Daniel LIBREROS : — Le fait le plus marquant est que la situation économique et sociale s'est énormément détériorée. Cela est dû à la mise en place par le gouvernement du Parti conservateur de Belisario Betancour d'un plan d'austérité instaurant le blocage des salaires, organisant des attaques contre le service public et imposant l'augmentation des impôts. Le taux d'augmentation des salaires ne peut ainsi dépasser les 10 %. Tous ces facteurs se conjuguent avec les dernières exigences du Fonds monétaire international (FMI), qui réclame encore plus d'austérité. Pour y répondre, le gouvernement présente un ensemble de mesures législatives au Parlement, qui institutionnalisent les attaques contre le mouvement populaire, limitent les droits des négociations collectives et renforcent les mesures contre les droits des travailleurs.

C'est dans cette situation qu'a eu lieu la discussion des accords de trêve et de

dialogue que le gouvernement a signés avec le mouvement de guérilla, il y a de cela un an. On connaît actuellement une offensive généralisée contre ces accords. La trêve est systématiquement violée, certains des amnistiés se retrouvent aujourd'hui à nouveau emprisonnés, des dirigeants guérilleros ont été torturés et assassinés dans les zones rurales, et le gouvernement a annoncé que les bandes paramilitaires ne seront pas poursuivies. Finalement, ces accords ne se sont nullement concrétisés sous la forme de réformes politiques.

La mobilisation pour la grève civique nationale représente la meilleure manière d'affronter cette situation. Cette grève peut être un extraordinaire mécanisme de lutte pour en finir avec le plan d'austérité, éduquer le mouvement de masse et créer un meilleur rapport de forces en sa faveur.

— L'élection du président Betancour marque un changement par rapport au précédent gouvernement de Cesar Turbay Ayala, quant aux relations avec la guérilla. Comment se développe ce processus et comment en est-on arrivé aux Accords de paix de 1984 ?

D. L. : Le mouvement guérillero, mais aussi tout le mouvement populaire dans son ensemble, ont subi de dures attaques durant la période du gouvernement Turbay, de 1978 à 1982. Le pouvoir exécutif avait imposé un Statut de sécurité pour contrer la guérilla, mais aussi pour s'attaquer aux droits des travailleurs, en restreignant de manière drastique le droit de grève.

La menace que représentait la guérilla rurale et urbaine était utilisée par le pouvoir pour justifier tout acte de répression : arrestations massives, tortures systématiques, enlèvements, militarisation des campagnes. Un fait important à noter, c'est que pendant toute cette période, la guérilla a rencontré un écho de plus



Les gavroches de Bogota. (DR)



Belisario Betancour. (DR)

en plus grand au sein de l'opinion publique, surtout à partir du moment où le Mouvement du 19 avril (M-19) a organisé l'occupation de l'ambassade dominicaine à Bogota et qu'il a pris en otage 12 ambassadeurs, en février 1980. De plus, peu après, un important vol d'armes a démontré ses capacités opérationnelles. L'opinion publique a commencé à voir dans ces actions une réponse aux agressions du régime. Durant toute cette période, la guérilla paysanne a par ailleurs conservé ses positions.

— C'est à ce moment précis qu'apparaît un fort mouvement démocratique dans les villes. Quelles sont ses caractéristiques ?

D. L. : En effet, durant les deux dernières années du gouvernement de Turbay Ayala naît un fort mouvement démocratique, qui milite pour les droits de l'homme, contre les tortures et la militarisation du pays. C'est ce qu'on a appelé les forums pour les droits de l'homme, sorte de front démocratique comprenant certaines personnalités des deux grands partis bourgeois qui dominent la vie politique et les institutions, le Parti libéral et le Parti conservateur. Les forces de la classe ouvrière ont eu une présence très importante dans ce mouvement, surtout lors de la première réunion. Cependant, vu la composition de la direction du mouvement impulsée par le Parti communiste colombien (PCC), les représentants syndicaux et ouvriers ont été relégués au second plan au profit de personnalités bourgeoises.

Toute la campagne électorale présidentielle de 1982 a été dominée par le thème de la paix et toutes les candidatures ont intégré dans leur programme le thème des négociations avec la guérilla. Aussi bien le candidat officiel du Parti libéral, l'ex-président Alfonso Lopez Michelsen que le candidat conservateur, Belisario Betancour, ont fait des promesses

de rétablissement de la paix.

Betancour, enfin parvenu au pouvoir lors des élections de mai 1982, proclama une amnistie un mois plus tard. Cette décision reflétait bien la pression exercée par la mobilisation pour les droits de l'homme, ainsi que par l'action de la guérilla qui n'avait pas été vaincue. Mais, avant tout, Betancour comprit qu'attaquer militairement la guérilla serait finalement revenu à renforcer encore son crédit aux yeux de l'opinion publique. Aussi tenta-t-il de lui retirer le profit de toute initiative politique. Il s'agissait de mettre en œuvre une grande opération pour désarmer politiquement la guérilla et mettre en avant le nouveau gouvernement, qui devait apparaître comme l'initiateur de la campagne pour les droits de l'homme. C'est pour cela que Betancour mit sur pied une Commission de paix regroupant toutes les personnalités qui avaient participé aux forums, en y incluant des représentants de la gauche et des secteurs des deux principaux partis. C'est cette commission qui servit d'intermédiaire dans les négociations de trêve avec la guérilla. La majorité des prisonniers politiques seront alors libérés et on nota une diminution de la torture.

Au début, la guérilla, surtout le M-19, a réagi de manière confuse à cette offensive politique du pouvoir. Alors que Betancour, lui, en profite pour reprendre à son compte certaines des revendications que la guérilla avait avancées sous le régime de Turbay : la lutte contre l'état de siège, la libération de tous les prisonniers politiques, la défense des droits de l'homme, la lutte contre les tortures.

Mise à part l'hésitation de la guérilla sur la tactique — celle-ci ne considère pas alors comme un axe central la nécessité de lutter pour la dissolution des bandes paramilitaires — il existe également un problème stratégique plus vaste. Celui-ci a trait aux conséquences du reflux des luttes paysannes depuis les années 1970, et surtout aux conséquences du mouvement accéléré d'urbanisation. 70 % de la population vit en effet actuellement dans les villes, ce qui représente un poids considérable dans la nature des conflits sociaux et politiques de ces dernières années. C'est dans ces conditions que la guérilla accepte de négocier avec le gouvernement.

La négociation se fait en deux étapes. En premier lieu, les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), liées au PCC, signent un accord sur la base de la promesse gouvernementale de présenter au Parlement un ensemble de propositions concernant la réforme agraire, des mesures sociales et des réformes politiques qui devraient remédier à la situation de contrôle hégémonique des deux grands partis bourgeois se traduisant par le bipartisme dans l'appareil d'Etat. Il était également prévu une révision des modalités des scrutins électoraux.

Au début, le M-19 avait étudié la possibilité d'un accord commun avec les FARC face au gouvernement, mais peu de temps après, le M-19 se retira de ce processus unitaire et engagea, deux mois plus

tard, des négociations pour son propre compte avec le gouvernement. Un accord fut finalement trouvé aussi avec cette organisation. Jaime Bateman, dirigeant du M-19 décédé quelque temps après dans un accident d'avion, donnera le nom de Dialogue national à ce processus d'ensemble, comprenant la mise en place d'une commission consultative où se trouvaient des représentants ouvriers, des patrons et des émissaires de l'Etat. Cette commission sera chargée d'émettre des propositions dans le cadre de la négociation. Toutefois, ces propositions devaient ensuite être recensées par le gouvernement, qui devait les présenter au Parlement.

Il s'est agi, en fin de compte, d'une grande opération démagogique du gouvernement, dont la véritable volonté était de ne pas appliquer ces réformes démocratiques. Betancour prétend donc conserver un langage réformiste sans effectuer de véritables réformes, et institutionnaliser ainsi l'offensive économique et politique contre le mouvement de masse.

— Quels espoirs cela a-t-il créé au sein du mouvement syndical ?

Nicolas ESTRADA : Dès lors que l'on parle de dialogue et de paix, cela rencontre un important écho au sein du mouvement de masse. Le résultat le plus évident de cette situation est un accroissement rapide, à l'intérieur du mouvement syndical, des courants favorables à la guérilla. Ces courants sont actuellement majoritaires parmi les forces de gauche, comme cela s'est vu au cours des rencontres ouvrières, paysannes et syndicales des 16 et 17 mars derniers à Salitre. Il est actuellement évident que la guérilla ne représente pas seulement des appareils militaires, mais dispose également d'une influence importante au sein même du mouvement de masse.

— Quelles sont les conclusions de cette rencontre, dont tu viens de parler, et comment s'enclenche la préparation de la grève civique nationale, dont l'organisation est prévue, pour l'instant, pour le premier semestre de 1985.

N. E. : Il y avait, lors de cette rencontre nationale, plus de 7 000 dirigeants et militants syndicaux. Elle s'est déroulée à la suite d'une série de réunions régionales dans lesquelles ont été débattues à la fois des questions relatives aux conflits locaux et à la perspective d'une grève civique nationale. Il s'agit en fait, à travers ces diverses initiatives, de parvenir à unifier les efforts et les réponses de tous les secteurs sociaux contre les offensives du gouvernement Betancour. C'est pour quoi nous avons discuté de la manière d'articuler entre elles les revendications économiques et politiques, tout en considérant que l'axe central de la mobilisation devait être celui de la lutte politique. C'est ainsi que commence à s'organiser en Colombie un mouvement de luttes politiques, dans lequel les ouvriers vont occuper une place prépondérante.

Pour bon nombre de militants, les

luttres et les réformes démocratiques doivent se concrétiser dans des objectifs de réformes sur les questions agraires, politiques, salariales et d'urbanisme, qui permettent aux partis politiques de s'exprimer en dehors du cadre du bipartisme. Ces réformes doivent permettre un important débat sur la situation du pays.

— Cependant, à la rencontre de mars dernier, ce sont essentiellement des courants de gauche qui étaient présents. Une grande partie du mouvement syndical s'en est tenue à l'écart. Dans cette situation, comment voyez-vous les moyens de garantir la réussite de la grève civique nationale ?

N.E. : En effet, il est sûr que lors de la rencontre de mars dernier, 99 % des délégués étaient influencés par les courants de gauche. Cela limitait évidemment la représentativité de cette réunion. Les trois centrales syndicales contrôlées par la bureaucratie de droite — l'Union des travailleurs colombiens (UTC), la Confédération générale des travailleurs (CGT) et la Confédération des travailleurs colombiens (CTC) — n'y ont pas participé, et seulement quelques fédérations étaient représentées. Toutefois, des tâches bien précises de mobilisation ont été définies lors de cette réunion, et nous avons déjà connaissance de certains résultats. Par exemple, ma fédération, l'Union des travailleurs de Bolivar (UTRABOL), qui fait partie de l'UTC, a proposé de mettre à l'ordre du jour du comité national de l'UTC le soutien de cette centrale à la grève civique nationale, et ce soutien a été approuvé.

L'UTC est la centrale qui dispose de la plus grande influence dans le secteur industriel. Il est clair que la position de la direction de l'UTC en soutien à la grève civique nationale correspond à sa volonté de maintenir son influence bureaucratique. Mais, néanmoins, cela indique aussi une certaine pression de la base. Le Front syndical démocratique, qui est une alliance au sommet des directions de l'UTC, de la CTC et de la CGT, réalisée dans le but de freiner le processus d'unification syndicale en cours, va également devoir débattre de l'appel à la grève civique nationale. Je pense qu'il sera donc tout à fait possible de réaliser cette grève civique nationale cette année.

— Un des thèmes discutés à la rencontre de Salitre a été l'analyse des précédentes grèves civiles nationales, celles de 1977 et de 1981. Quelles leçons ont été tirées de ces précédentes initiatives ?

N.E. : Ces deux expériences sont très importantes, mais aussi très différentes l'une de l'autre. La grève de 1977 a représenté un mouvement d'intensification des luttres populaires, auquel ont participé une grande partie des secteurs syndicaux. Par contre, en 1981, on se trouvait dans une situation où le mouvement ouvrier et populaire était sur la défensive. Toutes les composantes du mouvement syndical n'y ont pas participé et la bureaucratie de

droite s'est retirée à la dernière minute de la participation à cette action.

Actuellement, en 1985, il n'existe pas une situation de montée généralisée du mouvement de masse, mais il existe néanmoins déjà une réactivation des mobilisations populaires et paysannes. Les luttres syndicales commencent à apparaître au travers de conflits comme celui d'Ecopetrol, des ports et d'autres entreprises importantes. D'un autre côté, la crise économique et sociale crée des conditions favorables pour l'organisation du mécontentement populaire à travers la grève civique nationale.

Les éléments décisifs pour obliger le Front syndical démocratique à participer seront l'importance des pressions provenant de la base syndicale et des comités de préparation de la grève, dans les syndicats et les quartiers. Cela devra limiter les capacités de manœuvre de la bureaucratie syndicale.

— Une des caractéristiques de l'évolution du mouvement syndical est la lutte pour la création d'une centrale unique. Ce processus est cependant partiellement gelé depuis le mois de décembre dernier. Comment la grève civique nationale pourrait-elle avoir une influence favorable pour débloquer positivement la situation syndicale en ce domaine ?

N.E. : Le processus d'unification syndicale a débuté fin 1983 et se poursuit actuellement. Cependant, il y a une grave incohérence : jusqu'à aujourd'hui, la discussion est restée limitée aux seuls dirigeants et militants actifs des syndicats, sans aucune participation de la base syndicale elle-même. Les trois centrales, dirigées par la bureaucratie de droite, ont saboté ce processus d'unification syndicale.

Au niveau des syndicats indépendants, ce sont les organisations politiques de gauche qui ont eu la plus grande influence. Au niveau régional, on est parvenu à certaines concrétisations de cette bataille, en forçant les organisations syndicales à une prise de position claire en faveur de la constitution d'une centrale unitaire. Dans la province de Santander, par exemple, il s'est constitué une fédération unique des quatre grandes centrales et du courant syndical indépendant. C'est une expérience très importante, parce que c'est le premier endroit où a été rompu le plafond des 10 % maximum de hausses des salaires institué par le régime. Il a ainsi été concrètement démontré que l'unité était essentielle pour l'efficacité même de la lutte syndicale.

Ce processus a énormément influencé la province de Bolivar, où se trouve mon syndicat, l'UTRABOL. Il regroupe 5 000 travailleurs et 32 syndicats, dont 12 syndicats ruraux. Il y a à peu près cinq mois de cela, les positions « lutte des classes » ont obtenu la majorité au congrès de cette fédération régionale et j'en ai alors été élu président. Cette victoire nous a permis d'avancer dans la coordination des luttres et dans la création d'une commission préparatoire à la grève civique nationale. Les syndicats de la CSTC liée au PCC, ont

présenté une demande d'affiliation à notre fédération, ce qui constitue un grand renforcement et une plus grande capacité d'attraction sur des secteurs syndicaux indépendants, comme par exemple les secteurs influencés par le Parti communiste marxiste léniniste (PCML).

La prochaine fédération unique du pays sera donc l'Union des travailleurs de Bolivar. Et nous nous rapprocherons ainsi de plus en plus de la construction d'une centrale unitaire au niveau national.

D.L. : La préparation de la grève civique nationale nous permet en effet de débattre aussi du processus d'unification à partir de la base, avec la participation des bases syndicales. De fait, l'impasse que nous connaissons dans la commission pro-centrale unitaire provient du caractère restreint de ses débats. En profitant de la nouvelle conjoncture créée par la préparation de la grève civique nationale, la commission pro-centrale unitaire va organiser, en août prochain, une grande conférence sur l'unité syndicale. Tous les secteurs syndicaux y seront invités, et on y avancera le projet d'un congrès de fondation de la centrale unitaire des travailleurs, pour 1986.

— Face à cette conjoncture dominée par la grève civique nationale, comment évoluent les organisations de la guérilla ?

D.L. : On assiste à une évolution très positive, celle de la transformation des groupes guérilleros en mouvements politiques. L'Armée populaire de libération (EPL), bras armé du PCML, existe actuellement dans les principaux centres urbains. Cette organisation dispose de locaux, d'un hebdomadaire et d'une revue mensuelle. Le M-19 organise de grandes manifestations autorisées, comme celle qui a réuni environ 20 000 personnes à Bogota, le 15 mars dernier. Les FARC se sont transformés en mouvement politique, l'Union patriotique, avec un programme de réformes démocratiques.

C'est une évolution positive, étant donné qu'il y a un renforcement du rôle de la guérilla dans la conjoncture actuelle. Mais, de par les conditions objectives de la lutte des classes, l'objectif du régime est d'accentuer les plans d'austérité, d'institutionnaliser les mesures réactionnaires en maintenant les bandes paramilitaires contre la lutte paysanne. C'est cette situation, précisément, qui conduit à l'autodéfense paysanne. L'impasse à brève échéance dans les négociations avec la guérilla, combinée avec le développement de la lutte populaire, peut conduire à une nouvelle situation dans le pays.

C'est cela qui justifie que l'axe central de l'intervention du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale, soit la préparation de la grève civique nationale, en tant que grande grève de masse, active et efficace, impulsant le processus d'unification syndicale.

Propos recueillis par Jorge BUARQUE, Bogota, 20 avril 1985.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

BELGIQUE

Succès de la fête du 1er mai du POS

Un millier de personnes ont participé à la fête du 1er mai du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IVe Internationale, le 30 avril à Bruxelles. Parmi de nombreux forums, il y a eu un débat sur l'alternative économique à la crise capitaliste que propose le POS, animé par notre camarade Ernest Mandel. Il y avait, en plus, une exposition sur les cent ans du mouvement ouvrier socialiste en Belgique, ainsi que des forums sur l'Amérique centrale et sur la grève des mineurs britanniques. En effet, était présente à la fête une délégation de mineurs de Bold, dans le Lancashire, notamment le camarade Dennis Pennington, qui avait fait une tournée en Belgique pendant la grève et qui venait de sortir de prison. Après un meeting central, la fête s'est terminée par un concert donné par la chanteuse de rock Jo Lemaire.

Le lendemain, les militants du POS ont participé aux manifestations du 1er mai en vendant massivement leur journal *La Gauche*, avec un supplément intitulé « L'alternative anticapitaliste pour casser la crise » et en diffusant un « Appel aux travailleurs socialistes et aux manifestants du 1er mai ».

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les enjeux du congrès du FLNKS

Les 25 et 26 mai doit se tenir à Hienghène, dans le nord de l'île, le congrès du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS), qui devra prendre position sur le statut du territoire proposé par le gouvernement français. Celui-ci, connu sous l'appellation de plan Fabius, du nom du Premier ministre qui en a défini les grandes lignes à la fin du mois d'avril, représente un recul défavorable aux indépendantistes par rapport aux propositions faites en janvier dernier par Edgard Pisani, l'envoyé du gouvernement Mitterrand en Nouvelle-Calédonie.

Le plan Fabius, qui doit être adopté par le gouvernement français à la fin du mois de mai, n'offre en effet aucune garantie aux Kanaks sur l'évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie dans le

sens de leurs intérêts, notamment en cas de retournement de la majorité parlementaire actuelle lors des élections législatives de mars 1986. Par ailleurs, se fondant toujours sur la volonté de rétablir l'ordre colonial en préalable à tout dialogue avec les indépendantistes kanaks, ce projet prévoit la militarisation du territoire, avec l'agrandissement de la base militaire de Nouméa et le maintien, voire même le renforcement, des troupes coloniales. Celles-ci comptent actuellement 6 300 hommes pour une population kanake de 63 000 habitants, soit un rapport de 1 à 10 ! La date du référendum d'autodétermination proposée par le plan Fabius est repoussée après les législatives françaises et devra se tenir, au plus tard, avant la fin de l'année 1987. Aucune proposition allant dans le sens des revendications kanakes de réserver le droit à l'autodétermination au seul peuple opprimé, n'a été avancée. La seule innovation du plan Fabius consiste à diviser le territoire en quatre régions, qui seront fédérées en un congrès au sein duquel les représentants de la réaction coloniale devraient être assurés d'avoir la majorité. Toutefois, les Kanaks pourraient obtenir la gestion de deux régions, celle du Nord et celle des Îles, tandis que la région du Centre constituerait un enjeu fondamental de ces élections régionales, qui devraient se dérouler au mois d'août prochain.

L'objectif du gouvernement français reste toujours d'essayer d'amener une couche de dirigeants kanaks à s'émanciper de leur base sociale et d'une partie de la revendication indépendantiste kanake, en les intégrant à la gestion d'institutions coloniales décentralisées dans les régions. Ainsi, le pouvoir colonial espère diviser le camp du peuple kanak en y introduisant, à terme, des différenciations sociales et politiques et en cassant, dans l'immédiat, la mobilisation populaire indépendantiste. Ce processus de régionalisation des institutions coloniales est donc objectivement destiné à constituer un élément essentiel du projet néo-colonial du gouvernement Mitterrand.

Cette reculade du gouvernement français par rapport au plan Pisani, tout comme ses nouvelles propositions, se fondent sur le nouveau rapport de forces créé par l'intervention des troupes coloniales contre le peuple kanak ces derniers mois. Le pouvoir colonial a en effet réussi à récupérer l'essentiel du terrain qu'il avait dû concéder sous la pression du boycott électoral lancé en novembre 1984 par le FLNKS. Paris n'en tient pas pour autant totalement la situation en main.

Ainsi, la mobilisation des populations kanakes reste très puissante et profondément enracinée dans la radicalisation due à la prise de conscience nationale de tout un peuple et dans la structu-

ration à la base, dans les tribus rurales, des comités de lutte du FLNKS. Néanmoins, des problèmes objectifs limitent l'expression et la centralisation de cette mobilisation. Ils ont trait à des difficultés de coordination, aux rapports de forces militaires sur le terrain, et à des difficultés diverses liées au caractère essentiellement rural de la population et à l'éparpillement de ses formes d'habitat. D'autres problèmes sont plus directement liés aux faiblesses propres du FLNKS. Ils relèvent notamment de l'absence d'un appareil central de propagande (presse, radio), du flou du projet politique général de l'indépendance kanake et socialiste, des limites de l'appareil mis en place pour l'autodéfense, et des difficultés de mobilisation à Nouméa, où les Kanaks sont très largement minoritaires du fait de la concentration dans cette ville de l'essentiel de la population européenne.

Le congrès du FLNKS va par ailleurs se tenir à un moment où, au travers des émeutes racistes du 8 mai dernier, la réaction coloniale a nettement montré sa volonté de vider Nouméa de toute présence kanake, inscrivant ainsi l'apartheid calédonien encore plus durablement dans les faits, en perspective des élections régionales qui devraient donner au Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) la majorité dans la région de Nouméa.

L'enjeu du congrès du FLNKS est ainsi fixé. Il devra à la fois déterminer une position face au plan Fabius tout en maintenant l'unité du mouvement. Mais il faudra aussi qu'il se donne les moyens d'avancer dans la structuration et la centralisation des comités de lutte, dans la réflexion du FLNKS sur les questions stratégiques et tactiques qui sont au centre de la lutte indépendantiste (question de l'autodéfense, de la mobilisation de la population kanake, notamment à Nouméa).

Tout porte à croire que les mois qui viennent seront marqués par d'importants affrontements. Les émeutes racistes du 8 mai dernier sont une preuve du fait que la droite coloniale, largement majoritaire dans la population européenne, est prête à tout pour maintenir intacts ses privilèges. Le mouvement indépendantiste kanak se devra donc, face à cela, de définir dans les faits une véritable stratégie d'occupation du terrain à l'échelle nationale. ■



Qui sont les contras ?

UNE certaine presse internationale s'est fait fort d'emboîter le pas de la politique agressive de l'impérialisme américain contre le Nicaragua et, pour cela, de dénigrer systématiquement le régime sandiniste. A de nombreuses reprises, nous avons pu rétablir une partie des faits en présentant les caractéristiques essentielles de la révolution sandiniste et ses acquis pour les masses populaires nicaraguayennes (cf. en particulier *Inprecor* numéro 195 du 29 avril 1985).

Mais la campagne de presse réactionnaire se fixe aussi comme objectif de donner une image acceptable des forces de la contra en minimisant ou en dissimulant le rôle qu'y jouent les anciens gardes somozistes. L'article que nous reproduisons ci-après, et qui a été publié par la revue *Latin America Weekly Report* du 26 avril 1985, permet de rétablir les faits en ce domaine.

« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT »

Un rapport récemment publié par la commission du Congrès américain sur le contrôle des armements et la politique étrangère, a étalé au grand jour la nature des contras, révélant ainsi ce qui se cache derrière ceux à qui Reagan veut apporter son soutien. Ce rapport fait apparaître que, contrairement à des déclarations faites par des chefs politiques du Front démocratique nicaraguayen (FDN), comme Adolfo Calero, 46 des 48 postes de commandement militaire du FDN sont détenus par d'anciens membres de la garde nationale de Somoza.

Les informations contenues dans ce rapport ont été recueillies au travers d'interviews d'officiels de haut rang dans la première force contra — Edgar Chamorro Coronel et Salvador Icaza — qui ont respectivement servi comme membre du directoire civil du FDN et comme officier de liaison au sein du même FDN en 1983 et en 1984. Elles ont été recueillies également au travers du matériel publié par le FDN et au travers d'interviews de groupes

qui aident les contras. Aucune information émanant du gouvernement sandiniste n'a été utilisée dans ce rapport.

Le rapport établit que, pendant que les « fantassins » de l'armée contra sont principalement des paysans, l'armée est, elle, organisée et commandée par d'anciens membres de la garde somoziste. Quoique le directoire civil du FDN ait été « nettoyé » pour minimiser le rôle des anciens membres de la garde somoziste, la hiérarchie militaire est restée en grande partie intacte.

Le commandant chargé des questions de stratégie est un ancien membre de la garde somoziste, comme l'est l'ensemble de l'état-major, comme le sont quatre des cinq membres du commandement central, six des sept membres du commandement régional, et comme l'est probablement la totalité des trente commandants de la force d'intervention. Les auteurs du rapport admettent que « le noyau central du commandement général et central est fluide », mais la structure générale existe néanmoins depuis 16 mois et « les responsabilités de chacun ont été vérifiées » il y

a quelques semaines.

Le rapport a été considéré comme « *inexact* » par le représentant à Washington du FDN, un certain Bosco Matamoras, qui a précisé que le poste de commandant chargé de la stratégie n'était pas détenu par l'ancien garde somoziste Enrique Bermudez, comme le dit le rapport, mais par le président civil du directoire du FDN.

Le rapport a mis l'accent sur la direction militaire plutôt que sur la direction civile du FDN, parce que les auteurs ont obtenu plus d'informations sur la fraction militaire et parce que « la question reste ouverte de savoir si les dirigeants civils, qui ont peu sinon aucun pouvoir de décision, seraient à même d'arracher le pouvoir des mains des dirigeants militaires si les forces rebelles remportaient la victoire ». Le rapport de la commission comprend un organigramme du haut-commandement du FDN, avec chacun de ses membres apparaissant sous son nom de guerre. Le coordinateur des différents commandements régionaux, directement sous les ordres de Bermudez, se nomme W. « Tono » Calderon Lopez et est membre de l'état-major ; « le Daim » est responsable du personnel, alors que le chef du contre-espionnage est « le Taureau » ; le G-3 (les opérations) est dirigé par « Mike Lima », et Armando « le Policier » est le chef de la logistique. « L'Invisible », comme son nom l'indique, est responsable de la guerre psychologique.

Ricardo Lau, membre du commandement central et responsable du contre-espionnage, est l'un des dirigeants les plus contestés. Il est plus que probable qu'il ait commis des atrocités, à la fois comme membre de la garde somoziste et pendant qu'il servait dans le FDN. De ce fait, Lau est depuis quelque temps resté dans l'ombre.

Néanmoins, le chef de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), Eden Pastora, et le dirigeant miskito Brooklyn Rivera, ont tous les deux mentionné la présence de Lau au sein du haut-commandement du FDN, ce qui fut la raison principale de leur refus de participer à une coalition avec le FDN. Le rapport affirme que leurs sources de renseignement ont établi que Lau a un poste garanti dans le FDN tant que Bermudez restera commandant chargé de la stratégie.

Le rapport se penche également sur la direction des groupes américains qui ont apporté leur soutien aux contras, matériellement et financièrement. Il les décrit comme « ultra-conservateurs, proches de groupes fascistes » et révèle que la force agissante derrière les principaux groupes est « un petit groupe d'une demi-douzaine d'hommes, la plupart ayant des antécédents militaires ou une expérience de mercenaires ». Le rapport établit qu'ils ont donné aux contras environ 5 millions de dollars (50 millions de francs, ndlr.), mais d'autres sources parlent de 12 millions de dollars.

« LATIN AMERICA
WEEKLY REPORT »,
Londres, 26 avril 1985.



Des sandinistes en patrouille dans une zone menacée par des contras. (DR)